

ÉDITORIAL :

Déjà un an que le séisme du retour de Donald Trump a impacté tous les États par son tsunami géopolitique. Notre précédent numéro avait évoqué les premières conséquences de ce chaos. Plus que trois ans pourrait-on se dire mais Trump n'est pas que le trublion écervelé qui consterne la planète. Maga s'est transformé en un courant de pensée, un ersatz d'idéologie, incarné par une cohorte d'**éminences noires** qui orientent, influencent et préparent même la relève. Des conseillers plus ou moins occultes, adeptes des « Lumières obscures » que l'essayiste Giuliano da Empoli a décrits comme de véritables ingénieurs du chaos (pp.2 à 6).

Un chaos rendu plus obscur encore, si c'est possible, par les incertitudes provoquées par l'essor fulgurant de l'**IA et de la robotique humanoïde**, technologies dont on peut espérer le meilleur, dont on redoute le pire. Pour les États, c'est une nouvelle course à la puissance, un match où les investissements pluvent par centaines de milliards pour rester sur le ring. On y redoute d'être déclassé, sorti du grand jeu géopolitique cher à Rudyard Kipling (pp.9-13).

Pendant ce temps, des enfants meurent en Ukraine, à Gaza et ailleurs car des conflits interminables ne sont pas résolus, ni en 24h chrono, ni après des décennies de palabres moyen-orientales (pp.14-18)

D'autres conflits se préparent même. Nos élèves ont choisi de zoomer sur quelques **points de friction de la géopolitique mondiale**, potentiels Dantzig de demain. Ils ne se sont pas trompés, le Venezuela vient de tomber (pp.19-25).

Pendant ce temps, la Chine avance les pions de son jeu de go mondial, y compris sur le terrain américain, obligeant Trump à agiter le **big stick d'une vieille doctrine Monroe**, ressortie du placard (pp.24-25)

Un numéro 6 bien morose en somme, comme l'actualité ! Mais les dessins de nos artistes nous font prendre un recul salvateur et nous permettent de garder la banane, envers et contre tout !

Bonne lecture !

Jean-Louis Bonnafous et Pierre Lhuître



Montage GEOPOLITICUS

IA et Robots : Le duel Chine-USA

un article de Yaël Azen et Aylene Guillot-Duffoux

Dans un affrontement qui rappelle les grandes heures de la guerre froide et de la conquête spatiale, les États-Unis et la Chine se sont engagés dans une course en tête pour dominer le secteur de l'IA et de la robotique humanoïde, technologies de la puissance de demain.

On pensait que les États-Unis étaient maîtres incontestés dans le domaine de l'IA. En effet, OpenAI, géant américain, est le premier à avoir sorti un modèle d'IA générative en 2022 : ChatGPT. De plus, le 21 janvier 2025, premier jour de son second mandat, le président Trump était fier d'annoncer le projet Stargate proposé par OpenAI, Softbank et Oracle, promettant un investissement sur quatre ans de 500 milliards de dollars, destinés à la construction d'une vingtaine de data centers de 500 000 m² chacun, dédiés à l'intelligence artificielle. Pour ses concepteurs, « *Cette infrastructure assurera le leadership américain en matière d'IA* » (Le Figaro, 23 janvier 2025). Pour Trump, il va « *créer 100 000 emplois presque immédiatement* » rapporte Le Point du 13 février 2025.

Or, le jour même de l'investiture de Trump, « *un petit acteur de l'IA générative, jusqu'alors plutôt discret, le chinois DeepSeek, a fait vaciller les géants américains*

du secteur avec son R1 [...] en proposant un modèle de langage beaucoup moins gourmand en ressources que le leader du secteur, OpenAI » rappelle Courrier International du 12 février 2025.

À la sortie de ChatGPT, la Chine accusait un retard net sur les États-Unis en matière d'IA générative. Mais elle a pu combler une grande partie de cet écart en seulement deux ans en adoptant une stratégie opposée à celle des États-Unis. En effet, contrairement à son concurrent, la Chine laisse ses modèles d'IA en open source (donc les modèles sont ouverts à tout le monde et n'importe qui peut les copier). Elle adopte une politique accueillant à bras ouverts les étudiants chercheurs, ses start-up cassent toujours plus les prix et se disputent les clients. C'est la « *victoire de l'open source* » selon Yann LeCun (La Tribune, 30 janvier 2025) puisque le modèle chinois peut être téléchargé librement et à lui-même

[à suivre en page 9]

TRUMP 2.0 : éminences noires et ingénieurs du chaos

L'Orange et ses mécaniques ou les neurones en Trump-l'œil

Donald Trump gouverne-t-il à l'instinct, au tweet ou à l'intuition ? L'image est séduisante, mais trompeuse. Derrière l'actuel président, un aréopage d'idéologues, de financiers et de penseurs radicaux s'emploie à dessiner les contours d'un trumpisme qui ressemble souvent à de l'improvisation.

Contrairement à une idée commune, Donald Trump n'est pas un électron libre. S'il cultive l'image d'un dirigeant instinctif, il agit en réalité selon son expérience et sous l'influence directe de son entourage et notamment « Roy Cohn » le mentor de ses débuts ancien « conseiller juridique attitré du sénateur conservateur Joseph McCarthy » rappelle **L'Express** du 28 mai 2025. « McCarthy voulait traquer les « communistes », Donald Trump, lui, veut chasser les « wokes » » (Lire la chasse aux sorcières en page 6).

Une idéologie commune aux trois branches qui gravitent autour de lui et qui dominent son esprit et ses décisions. **Le Point** explique le 9 mars 2025 que le trumpisme repose « sur une alliance instable de milliardaires libertariens de la "droite tech", à la Elon Musk, Peter Thiel », « de nationalistes-conservateurs chrétiens » dits NatCons, et de populistes revanchards à la Steve Bannon. Une composition explosive complétée au plan économique par Stephen Miran, que Trump représente dans ses actions.

Cette politique repose sur une stratégie : saturer l'espace public de récits identitaires, technologiques et religieux, pour capter

l'attention de la population.

Les Techs milliardaires fournissent les moyens financiers et les outils numériques ; les idéologues construisent les messages ; les populistes galvanisent les foules ; Trump incarne la synthèse.

Stephen Miran occupe une place centrale dans la vision économique de Trump. Dans **Le Figaro** du 27 mars 2025, il prône de « faire payer les alliés » et de transformer le système monétaire mondial au profit des États-Unis, quitte à affaiblir leurs partenaires avec en tête une idée : « Si vous bénéficiez du système dollar, c'est à vous d'en payer les coûts ». Cette doctrine éclaire la politique douanière très virulente de Trump à son arrivée dans le bureau ovale .

Les technocrates de l'empire Trump.

A la Maison-Blanche, les géants du numérique ont une place essentielle. Parmi ces personnages, on retrouve des membres de « la «Mafia Pay Pal» » : « l'incontournable Elon Musk » ou encore David Sacks. « Tous deux ont vécu sous le régime inégalitaire et violent de l'apartheid » en Afrique du Sud, tout comme Peter Thiel, autre grand personnage de la droite technophile américaine.

Les Éminences noires présentent leur nouvel album :



MON BOYS BAND :
DE VRAIS BLACK
DÉBLOCS. ON VA
TOUT CASSE !

« Lumière obscures et chaos incandescent »

« Une expérience politiquement fondatrice pour eux ».

Elon Musk ne se limite pas à un rôle d'entrepreneur. **Les Échos** du 14 mai 2025 rappellent son financement de « près de 280 millions de dollars » dans la campagne présidentielle de Trump.

[suite en page 3]

Les Philosophes des Lumières obscures



Montage et Verbatim GEOPOLITICUS

TRUMP 2.0 : éminences noires et ingénieurs du chaos

(suite de la page 2 « L'Orange et ses mécaniques »)

Ainsi, « à la Maison-Blanche, Elon Musk a monté un « département de l'Efficacité gouvernementale » pour mener la chasse aux sorcières antidiversité dans l'administration fédérale ». En s'appuyant sur sa plateforme X, il contribue à une stigmatisation des opposants, rappelant les méthodes du maccarthysme (Lire la nouvelle chasse aux sorcières en p.6).

Partageant ces idées, Peter Thiel, autre figure tutélaire et « premier milliardaire de la tech américaine à soutenir Trump » dès 2016, agit davantage dans l'ombre. Décrit par **Sud Ouest** le 20 janvier 2025 comme « le prince des apôtres » de Trump, il incarne le technolibertarisme radical : pour lui, la démocratie et la liberté ne sont plus « compatibles ». Sa critique : « la diversité ne sert à rien si les gens pensent tous pareil » nourrit le discours anti-woke de la droite trumpiste. Il place ses alliés aux postes stratégiques — notamment JD Vance, qu'il a contribué à « manufacturer » politiquement, comme le souligne **Télérama** le 5 octobre 2024.

Le « pitbull » de Trump et l'artillerie lourde de l'opinion

JD Vance, porté à ses débuts par «Peter Thiel», représente l'alliance entre traditionalisme religieux et populisme culturel. **Le Monde** du 19 avril décrit son catholicisme « postlibéral », où l'Église doit « inspirer l'État ». Vance transforme la foi en arme politique : l'immigration, le féminisme ou l'égalité raciale sont dénoncés comme causes de l'*« affaiblissement »* des hommes blancs de la classe ouvrière. La lutte contre le wokisme devient existentielle. Comme il le déclare dans **Le Monde** du 29 mars, « les professeurs et les universités sont les ennemis », un mantra repris par les médias ultraconservateurs qui l'ont porté au pouvoir. Ainsi **La Croix** du 18 novembre 2024 affirme que « Trump et Vance ont réussi à instrumentaliser le vote religieux et catholique de manière à obliger la communauté chrétienne à y répondre en conséquence ».

Viennent ensuite les populistes : l'artillerie lourde de l'opinion. Steve Bannon, Tucker Carlson, Charlie Kirk forment l'aile agressive du système. Le premier fut « l'un des principaux porte-parole des allégations infondées » de fraude en 2020 d'après **l'AFP** le 29 octobre 2024, et un porte-voix pour l'assaut du Capitole en janvier 2021. Carlson et Kirk relaient les messages de guerre culturelle fondée sur le « nationalisme chrétien, l'hostilité à l'immigration, à l'IVG et au féminisme » (**Ouest-France** du 12 septembre 2025). Cette base populaire est indispensable pour transformer en mobilisation populaire, les théories d'un autre conseiller important : Curtis Yarvin.

La grande matrice de cette organisation : Curtis Yarvin

C'est le dénominateur commun à toutes ses idéologies parfois antithétiques : Curtis Yarvin. Présenté par **Liberation** du 4 mars 2025 comme un blogueur « néoréactionnaire », il propose ni plus ni moins que d'en finir avec la démocratie qu'il juge inefficace. Ses concepts,

tels que les « Lumières noires » ou sa dénonciation de la « cathédrale », prétendue alliance des médias «mainstream¹» et du monde universitaire «woke²», irriguent les milieux technophiles de la Silicon Valley et trouvent un relais politique au cœur même de l'administration Trump. Tout comme Yarvin, Musk souhaite un État rationalisé, extrêmement vertical, débarrassé de ses contrepouvoirs.

Il est peu probable que Donald Trump ait pris le temps de lire les écrits complexes du blogueur, « mais à travers

Elon Musk, David Sacks et Marc Andreessen, Yarvin constitue un chaînon fédérateur de la galaxie Trump, explique **La Tribune** le 25 janvier 2025. Ainsi Trump n'est donc pas un soliste, mais la voix amplifiée d'un chœur idéologique puissant ■

Valentin Douniès et Salaun Eloïse

¹mainstream : grand public / ²woke : vigilant sur les discriminations



Dans le marigot du bureau ovale

Ils murmurent à l'oreille de Trump !

Si les décisions de Donald Trump interrogent le monde, viennent-elles réellement de lui-même ou des personnes qui l'accompagnent ? Depuis son arrivée sur la scène politique américaine, Donald Trump ne gouverne pas seul. Derrière sa figure médiatique et provocatrice se trouve tout un entourage d'intellectuels, de stratèges et de figures issues aussi bien de la politique que de la Silicon Valley. Ces acteurs jouent un rôle central dans l'orientation idéologique de ses décisions et dans la transformation de l'État américain. Cet entourage ne se contente pas seulement de conseiller mais de façonner et diffuser une vision du monde, fondée sur la défiance envers l'État fédéral, les élites traditionnelles et les institutions démocratiques.

On parle alors ici de « trumpisme », une coalition idéologique structurée qui dépasse la simple personnalité de D.Trump. Parmi ces intellectuels, Stephen Miller occupe une place importante. Il donne une base juridique et institutionnelle à des décisions autoritaires, notamment sur l'immigration. Steve Bannon, quant à lui, est l'architecte de la mobilisation populiste. Il théorise une véritable « guerre culturelle », opposant le peuple aux élites libérales et mondialisées, et considère le conflit culturel comme un moyen de restaurer la puissance américaine (**Le Monde**).

D'autres figures viennent du monde de la tech et de la finance, comme Peter Thiel ou Elon Musk. Bien qu'ils ne soient pas toujours des soutiens officiels, ils participent à l'écosystème idéologique du trumpisme. Issus de la Silicon Valley, ces milliardaires défendent souvent des idées libertariennes hostiles à l'intervention de l'État, tout en utilisant leur puissance économique et médiatique pour influencer l'opinion publique (**Le Monde Diplomatique**, 15/04/2025). JD Vance incarne une nouvelle génération du trumpisme. Il mélange traditionalisme culturel et discours technolibertarien, ce qui lui permet de toucher à la fois les classes populaires et les élites économiques. Son rôle montre que le trumpisme cherche à s'inscrire dans la durée, en se structurant intellectuellement (**La Croix**, 18/11/2024). Ainsi, les décisions prises sous l'influence de ces intellectuels modifient le système américain. Elles remettent en cause le multilatéralisme, fragilisent certaines institutions démocratiques et redéfinissent le rôle de l'État au profit d'une vision plus nationaliste et identitaire. Le trumpisme n'est donc pas seulement un style politique, mais un projet idéologique porté par des intellectuels qui cherchent à remodeler durablement l'Amérique ■



Célya Schulz (TG06), Sarah Locteau (TG05), Yaëlle Coussot et Mathis Noyelle-Mathieu (TG03)

TRUMP 2.0 : éminences noires et ingénieurs du chaos

Le technofascisme s'impose : Wokisme non, ChatGPT oui !

Depuis le retour de Trump, un nouveau mouvement techno-fasciste semble remporter la bataille idéologique aux États-Unis entre modernité technologique, relents de fascisme suranné et surveillance généralisée. Les valeurs démocratiques sont menacées.

Depuis l'arrivée du président Trump au pouvoir aux États-Unis, on observe l'émergence d'un nouveau courant politique : le techno-fascisme. Cette pensée autoritaire, "où la technologie devient instrument de domination", comme l'observe l'essayiste Asma Mhalla, professeur de sciences politiques à Paris, dans **La Vie** du 30/10/25 : ce courant s'appuie « sur des idées racistes, eugénistes, ultra-libertariennes, réactionnaires et technolâtres », l'objectif principal étant de combattre la modernité politique, précisément la démocratie libérale, avec les outils de la modernité technologique en imposant un ordre hiérarchique ou une "féodalité technologique" selon **Libération** du 6/11/2025.

Le « technofascisme », une nostalgie politique datée ?

La méthode de ces « *technos-fascistes* » est double. D'une part, s'appuyer sur les outils et autres instruments technologiques : plateformes, cryptomonnaies et aujourd'hui l'IA comme Grok ou Grokipédia, l'anti "Wikipédia" lancé par Elon Musk en 2025. D'autre part, utiliser leur influence pour faire pression sur les entreprises, les universités, les institutions et les médias pour relayer des fakes news et des idées d'extrême droite afin d' "influencer l'opinion américaine" comme mentionné dans **Le Nouvel Obs** du 28/10/25. L'objectif étant de générer un discours politique dominant à même de façonnner l'homme nouveau de l'ère post-démocratique.

Quelques têtes pensantes autour de l'agent orange !

Ce "groupe de « *nerds*¹ techno-fascistes » est composé de têtes pensantes et agissantes, pour beaucoup milliardaires de la Silicon Valley ayant tourné casaque après des premières amours souvent « démocrates ».



Montage GEOPOLITICUS



Montage GEOPOLITICUS

Signes extérieurs de puissance

Ils entretiennent des liens étroits, de soumission et d'intérêt, avec le président Donald Trump. Outre Elon Musk, fidèle collaborateur du président quand ils ne sont pas brouillés et fier représentant du mouvement "Dark Maga", Peter Thiel, autre représentant du « *techno-fascisme* », est décrit comme le "mentor et portefeuille" de J.D. Vance, vice-président des États-Unis et contempteur de la démocratie libérale européenne (« Discours de Munich », **Figaro** du 15 février 2015) selon **Libération** du 6/11/2025 . Depuis le retour au pouvoir de Trump, les logiciels et systèmes de Palantir, l'entreprise de surveillance co-fondée par Peter Thiel en 2003, se retrouvent à chaque échelon du gouvernement fédéral selon **Le Grand Continent** du 1^{er} août 2025. Il a notamment fourni "des logiciels de surveillance généralisée au Service de l'immigration et des douanes (ICE) de l'administration Trump" comme le rapporte le journaliste dans **Le Nouvel Obs** du 28/10/25. Le Business n'est jamais loin [lire en page 7].

Leur but ? Affaiblir l'État souverain et démocratique, en "rongeant les structures existantes" et mettant en place des "cités-États" privées dirigées à la manière de start-up, dont les présidents deviendraient alors des PDG dont "le pouvoir ne pourrait être remis en cause". « *Achtung, achtung* », Peter Thiel is watching you ! ■

Llyre Segalen et Aloïse Andre

¹nerd : intello



Montage GEOPOLITICUS

Les années Fired (1) : La nouvelle chasse aux sorcières

L'opposition au bûcher !

En pleine guerre froide, dans les années 1950, avec la peur de l'espionnage soviétique, le courant du maccarthysme, également connu sous le nom de « chasse aux sorcières », s'est caractérisé par une répression particulièrement violente de tous les individus se rapprochant du communisme. Aujourd'hui, avec Donald Trump, ne voit-on pas réapparaître une nouvelle chasse aux sorcières ?

Cibler l'ennemi ! Au lendemain de la cérémonie d'hommage à Charlie Kirk, Donald Trump a signé un décret qui classe officiellement le mouvement « Antifa¹ » en organisation terroriste car responsable de violences lors de manifestations. Selon *Les Échos*, Donald Trump qualifie ce mouvement « d'entreprise militarisée et anarchiste » dans son décret. L'opposition est ainsi interdite, remettant en question la liberté d'expression aux États-Unis selon les experts juridiques. Après l'assassinat de l'influenceur Charlie Kirk, le 10 septembre 2025, et lors de la cérémonie funèbre, l'administration de Donald Trump a dénoncé, la gauche radicale « comme responsable du meurtre de Charlie Kirk ».

Faire tomber des têtes ! Le présentateur TV star d'ABC, **Jimmy Kimmel**, dont l'émission avait été suspendue après ses propos sur l'assassinat de Charlie Kirk, a dénoncé la volonté du président Trump de le faire taire. Si l'animateur d'ABC, s'est excusé par la suite auprès de D.Trump, il l'accuse néanmoins de nuire à la liberté d'expression, selon *Les Échos*. L'inculpation de l'ancien directeur du FBI, **James Comey**, semble instrumentaliser la justice à des fins partisanes, selon *Le Figaro* du 4 août 2025. James Comey enquêtait en 2017 sur les liens entre Trump et la Russie. Le Président a alors fait de l'ancien directeur du FBI l'un de ses premiers ennemis

qu'il accuse d'être « corrompu » et déloyal sur son réseau social *Truth Social*. Nommé par Barack Obama, Comey a été l'un des premiers à perdre son poste. **Adriana Kugler**, l'une des gouverneures de la banque centrale, a été contrainte à la démission. Selon *Le Figaro* du 4 août 2025, **Erika McEntarfer**, commissaire à la tête du Bureau of Labor Statistics, s'est vue évincée de son poste par la Maison-Blanche, le président l'ayant accusé d'avoir « manipulé les chiffres à des fins politiques ». **Mettre au pas les instances universitaires et lutter contre le wokisme !** La chasse aux sorcières s'est illustrée par une guerre menée par le président à l'encontre des universités du pays, notamment celle de Columbia. L'administration a gelé plusieurs millions de dollars de fonds, poussant l'université à transiger afin de récupérer des subventions fédérales, selon *Le Monde*. Le président de l'université de Virginie a été évincé parce qu'il était jugé trop favorable aux politiques de diversité, d'équité et d'inclusion (DEI), selon *Les Échos*. Les crédits alloués à la recherche universitaire ont été réduits de plusieurs dizaines de milliards de dollars. La chasse aux sorcières actuelle se manifeste également à travers les accusations répétées de « wokisme² ». Selon *Le Monde*, plusieurs établissements français ont aussi été accusés de dérives idéologiques, en particulier après l'affaire de l'IEP de Grenoble. Ces attaques contribuent à un climat de peur et d'autocensure chez les enseignants-chercheurs. Ces accusations apparaissent donc surtout comme un outil politique visant à discréder les institutions universitaires.

¹Antifa : mouvance antifasciste, généralement d'extrême-gauche

²wokisme : vigilance contre les discriminations.

Suprémacisme blanc à la Maison-Blanche



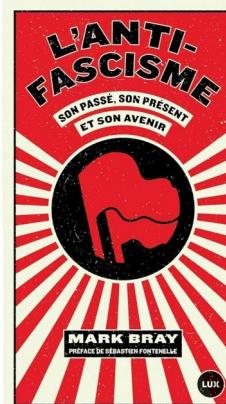
Montage GEOPOLITICUS

Pratiquer l'entrisme politique ! Aux États-Unis, la mise à l'écart de **Lisa Cook**, gouverneure de la Réserve fédérale (Fed), illustre les objectifs de cette nouvelle chasse aux sorcières. Selon *Le Figaro*, Donald Trump a justifié son éviction par des accusations financières contestées. Son départ permettrait à Donald Trump de nommer des alliés au sein de la Fed afin d'influencer la politique monétaire.

Qu'il s'agisse d'un écho au maccarthysme ou d'une stratégie de campagne, utiliser la peur comme arme politique fragilise les institutions. Et c'est sans doute là que tout se joue, car les démocraties ne basculent pas d'un coup, mais à travers de petits changements que l'on finit par normaliser sans y prendre garde.■

Simon Bonneau, Léopold Le Berre, Jean Trauet, Séraphin Neau.

Un historien américain de l'antifascisme dans la tourmente de l'exil forcé.



Dans cette captivante enquête, *L'Antifascisme*, paru en août 2024 dans la collection Pollux, **Mark Bray** donne un aperçu unique de l'intérieur de ce mouvement et écrit une histoire transnationale de l'antifascisme depuis la Seconde Guerre mondiale. *L'antifascisme. Son présent, son passé et son avenir* rédigé à partir d'entretiens menés avec des antifascistes du monde entier, dresse la liste des tactiques adoptées par le mouvement et en analyse la philosophie. Il en résulte un éclairant portrait de cette résistance méconnue, souvent mythifiée,

qui lutte sans relâche contre le « péril brun ».

Mark Bray, historien américain, aujourd'hui menacé de mort pour ses travaux sur l'antifascisme, a dû s'exiler en Europe. L'enseignant à l'université Rutgers a déménagé en urgence en Espagne avec sa famille après avoir été pris pour cible par les milieux d'extrême droite, dont l'organisation Turning Point USA, cofondée par l'influenceur ultraconservateur Charlie Kirk, assassiné le 10 septembre, selon *Le Monde* du 15 octobre 2025. Il est l'un des premiers universitaires à être chassés du pays, sous la pression de l'intimidation visant les milieux intellectuels ■ **Géopoliticus.**



Les années Fired (1) : La nouvelle chasse aux sorcières



Un dessin de Lyla DERISSON (S11)

MAGA : Make Authoritarian Great Again ?

Depuis son apparition sur la scène politique américaine, le trumpisme tend pour certains vers un engagement fasciste ou, au mieux, très conservateur. Donald Trump, qui a effectué un premier mandat à partir de 2017 puis un second depuis 2025, ne cesse ainsi d'être mis en cause pour des éléments pouvant rappeler le passé autoritaire de plusieurs États.

Le trumpisme, un populisme fascisant ? Le trumpisme désigne la politique associée aux mandats de Donald Trump. Depuis 2017, le mouvement voit souvent le fascisme accolé à son terme. En effet, selon Olivier Burtin dans **Le Monde** du 3 mai 2025, l'idéologie trumpiste présente des similitudes "troublantes" avec le fascisme. Ces éléments "troublants" dont parle l'américaniste sont multiples, à commencer par l'usage d'une démagogie envers la classe ouvrière dont Trump se veut le symbole. L'historienne Sylvie Laurent déclare ainsi dans **L'Humanité** du 5 novembre 2024 : "il est le champion d'une petite classe moyenne, individualiste, travaillée à la fois par le déclin continu de son niveau de vie et par un sentiment de perte de statut symbolique depuis que les femmes et les minorités ont pleinement pris place". Le trumpisme jouerait alors sur les "persécutions" que subirait une classe populaire majoritairement blanche, masculine et chrétienne. De ce fait, la politique du président américain est centrée

sur un domaine : l'immigration, qui reposeraient sur l'idée d'une "dépossession du pays", constituant ainsi une force idéologique pour Trump, "désireux de reconstituer un espace « vital »", terme utilisé par le régime de l'Allemagne nazi. (**Le Monde**, 3 mars 2025). En outre, selon **Le Monde** du 9 novembre 2024, Donald Trump n'hésiterait pas à attaquer ses opposants politiques, profitant du fait d'avoir nommé un tiers des juges de la Cour suprême lors de son premier mandat, ce qui lui conférerait une certaine forme d'immunité.

Fidélité, force et virilité : les trois mamelles du Trumpisme. Par ailleurs, l'assimilation du trumpisme au fascisme se fonderait aussi sur la sphère de personnalités gravitant autour du chef de l'État. Selon **L'Humanité** du 22 janvier 2025, Elon Musk, fidèle soutien de Trump, aurait effectué un salut se rapprochant de celui du nazisme, rappelant alors la naissance des régimes autoritaires comme celui de l'Allemagne nazie. **Le Monde** du 3 mars 2025 compare même un discours prononcé par Donald Trump le 24 février 2025 à ceux d'Hitler : "un discours exterminateur et purificateur tout droit sorti du régime hitlérien". Un culte de la force et de la virilité partagé par Trump est également relevé par **Ouest-France** le 1^{er} mars 2025, élément caractéristique des régimes fascistes.

Trumpisme et fascisme, une analogie discutée.

Cette analogie entre trumpisme et fascisme est vivement controversée, le trumpisme restant distinct de ce qu'étaient les régimes fascistes européens. Sylvie Laurent parle d'un "fascisme indigène", puisque selon elle ce fascisme serait "latent", dans la mesure où avant son second mandat, la démocratie américaine n'était pas véritablement menacée. Cette distinction entre le premier mandat du président en 2017 et le second en 2025 est reconnue : **Courrier International**

7 novembre 2024 souligne l'évolution des propos de **Robert Paxton**, célèbre historien spécialiste du fascisme.

En 2017, il se montrait prudent quant à qualifier le trumpisme de fascisme : "Si tant soit dire qu'il soit d'apposer à Trump la plus toxique des étiquettes politiques, une telle qualification n'est justifiable qu'à condition de permettre un approfondissement."

Néanmoins, à la suite de l'assaut du Capitole le 6 janvier 2021, **l'historien s'est résolu à reconnaître le trumpisme comme un fascisme.**

À l'inverse, pour certains, le fascisme "originel" est dépassé : ils voient le trumpisme comme un fascisme modernisé, s'accommodant des nouveaux moyens de communication, "du fascisme (...) qui fait écho au trumpisme d'aujourd'hui en passant par les réseaux sociaux", rapporte **Ouest-France** du 19 mai 2025.

Face à ces accusations d'analogie au fascisme, d'autres adoptent une position différente. L'historien Marc Lazar déclare dans **Le Monde** du 3 mai 2025 : "Si nous parlons du trumpisme comme d'un fascisme, comment décrire aux yeux des jeunes générations l'horreur spécifique du régime fasciste italien ?" Pour Lazar, certaines caractéristiques propres au fascisme italien manquent : il n'existe pas de parti unique, et l'économie ne découle pas directement de l'État. **De ce fait, l'historien préfère employer le terme de "démocratie illibérale"** plutôt que celui de fascisme. Pour d'autres, "la comparaison entre Trump et Mussolini ou Hitler n'est pas seulement indécente, elle est aveuglante". **Le Figaro** du 25 septembre 2025 affirme ainsi que cette comparaison occulte le véritable problème, qui serait la violence commise sous couvert de mouvements antifascistes, comme lors de l'assassinat de Charlie Kirk : "des messages antifascistes ont été retrouvés sur les munitions de l'assassin de Charlie Kirk" ■

Maxence Guilherme (TG04), Germain Tregaro (TG02), Angélique Descoubes (TG03) et Kaïs Le Rocheleuil (TG09)



Un dessin d'Élodie DEMOUTE

L'EUROPE DANS LE VISEUR ?

Le document officiel paru à la Maison-Blanche le 5 décembre 2025 et intitulé « Stratégie de sécurité nationale » annonce son intention de « corriger » l'Europe de l'intérieur en soutenant « les partis patriotes européens » pour « aider l'Europe à corriger sa trajectoire actuelle » par la promotion du « renouveau spirituel » et « l'essor des valeurs patriotes ». Une suite logique du **discours de J.D.Vance à Munich le 14 février 2025** et des interventions de Musk dans les législatives allemandes du 23 février 2025 en faveur du parti d'extrême droite AfD.



Les années Fired (2) : la chasse aux migrants



Avec Trump
l'Expulsion, ça glisse tout seul !
Montage GEOPOLITICUS

Les dérapages de l'ICE dans la chasse aux migrants

L'heure de la chasse aux sans-papiers a sonné pour l'ICE. Donald Trump avait promis de lancer « la plus grande opération d'expulsion de l'histoire des États-Unis ». Sa machine à arrêter et à expulser en masse les immigrés tourne à plein régime. Depuis sa réélection et sa promesse de stopper l'arrivée de migrants, l'ICE (Immigration and Customs Enforcement) la police américaine chargée de contrôler les migrants et d'arrêter les personnes sans autorisation de séjour, bénéficie désormais d'un rayon d'action plus large et d'un budget plus important.

En effet, les agents de l'ICE disposent d'un pouvoir plus important que de simples policiers. Ils n'ont aucune obligation ni de s'identifier ni de posséder le mandat d'un juge pour pouvoir intervenir. Depuis janvier 2025, les agents ont l'autorisation de procéder à des arrestations dans les écoles, les hôpitaux, les églises mais également dans les tribunaux où ils attendent les migrants devant les salles d'audiences afin d'arrêter tous ceux qu'ils pensent ne pas être en règle.

D'après **Le Monde** du 3 octobre 2025 « la tactique est dénoncée par de nombreux défenseurs de libertés, qui estiment que les droits des migrants sont bafoués ».

Malgré ces arrestations controversées, l'ICE a lancé une grande campagne de recrutement. Par ce moyen, elle tente d'embaucher 10 000 personnes avant la fin de l'année 2025. Les candidats viennent de toute l'Amérique dans des salons prévus à cet effet pour essayer d'obtenir une offre d'emploi. L'ICE a donc reçu environ 100 000 candidatures en moins de deux semaines. Cette affluence s'explique de différentes façons. Certains s'engagent pour soutenir la politique de Trump ou par patriotisme. C'est le cas d'un homme du Tennessee interrogé par **Courrier International** (01/10/2025) : « En tant que citoyen américain, je pense que nous devons nous engager et apporter notre aide au lieu de compter sur les autres pour le faire. » Enfin, d'autres s'engagent pour des raisons financières. En effet L'ICE propose des bonus pouvant aller jusqu'à 50000 dollars et des remboursements de prêts étudiants.

L'ICE s'inspire de grandes entreprises comme Amazon pour optimiser ses opérations de détention et d'expulsion des migrants. Dans **Courrier International**, le directeur de l'ICE envisage que son agence devienne « un géant de la logistique [...] mais avec des êtres humains ». Cependant, dans la réalité, tout n'est pas aussi rose que pour des colis Amazon. En effet dans les centres de détentions, les migrants souffrent de mauvaises conditions de vie (prisons surpeuplées, lumière allumée en permanence, mauvaise nourriture...). Les bavures se multiplient. D'après **L'Express**, « un cubain de 75 ans est mort récemment alors qu'il attendait son expulsion. C'est le 13^e à décéder aux mains de la police de l'immigration sur l'année fiscale, un record ». Mais malgré les différentes contestations de la politique de Trump l'ICE continue ses actions. Et, en 2025, une petite fille de 2 ans a été expulsée des États-Unis avec sa mère sans aucune procédure alors qu'elle possédait la nationalité américaine. Avec ou sans-papiers, la chasse aux migrants semble très largement ouverte ■

Olivia SAUTEL (PG08) et Mélina NOEL (PG04)

L'expulsion, un business.

Depuis son retour au pouvoir, Trump a mis en place une véritable industrie de l'expulsion de migrants pour atteindre ses objectifs.

Avant même son retour à la Maison-Blanche, Donald Trump avait promis de lancer « la plus grande opération d'expulsion de l'histoire des États-Unis » rappelle **Courrier International** du 1^{er} octobre 2025, constatant qu'il a tenu parole. Il voulait effacer le record de 400 000 expulsions établi en 2013 sous Barack Obama rapporte **Ouest-France** du 20 avril 2025. Pour « mener à bien son projet de renvoyer un million de migrants », sur les 11 millions de sans papiers présents sur le territoire, Trump a mis en place une véritable « industrie de l'expulsion », un « juteux business » selon **L'Humanité** du 11 mars 2025.

Du recrutement de milliers d'« agents de déportation » à l'organisation du renvoi de migrants vers des pays tiers, la logistique s'inspire directement de modèles d'entreprises comme FedEx ou Amazon » précise **Courrier International**. Le directeur de l'ICE veut « traiter cela comme un business » en s'inspirant d'« Amazon Prime, qui livre des produits en vingt-quatre heures [...] mais avec des êtres humains » rapporte **Ouest-France** du 20 avril 2025.

L'ICE a lancé une grande campagne de recrutement et espère embaucher au Texas pas moins de 10 000 agents avant la fin de l'année. « Le vif intérêt suscité par les offres d'emploi au sein de l'ICE suggère que certains candidats sont attirés par ces postes en raison de leur soutien à la politique d'expulsions massives de Trump » selon le **Los Angeles Times** du 29 août 2025.

Même si la Border Patrol joue toujours le rôle central à la frontière, l'ICE est devenue l'incarnation de la politique agressive d'expulsion avec une moyenne de 700 expulsions par jour.

À cette fin, l'aéroport de Louisiane, l'Alexandria, a été réaffecté afin de le transformer « en centre de détention et expulser directement les étrangers de là » raconte **Courrier International** du 25 septembre 2025. La Louisiane est l'État avec le plus de camps de détention, avec plus de 9 centres dont 7 sont privés avec en moyenne 2000 détenus par jour en attente d'être expulsés : « La Louisiane est aujourd'hui une pièce maîtresse de la grande machine à expulser ».

L'aéroport Alexandria est « relié à huit autres centres de détention de l'ICE ». C'est pour cette raison qu'il est désormais décrit comme « la capitale américaine de l'expulsion d'immigrés ». C'est donc une véritable chaîne logistique de la rétention et de l'expulsion qui s'est mise en place ■ **Nora Hubault et Abella Vitillo**

La gestion de la frontière US



une politique, une logistique, un business

Les années Fired (2) : la chasse aux migrants

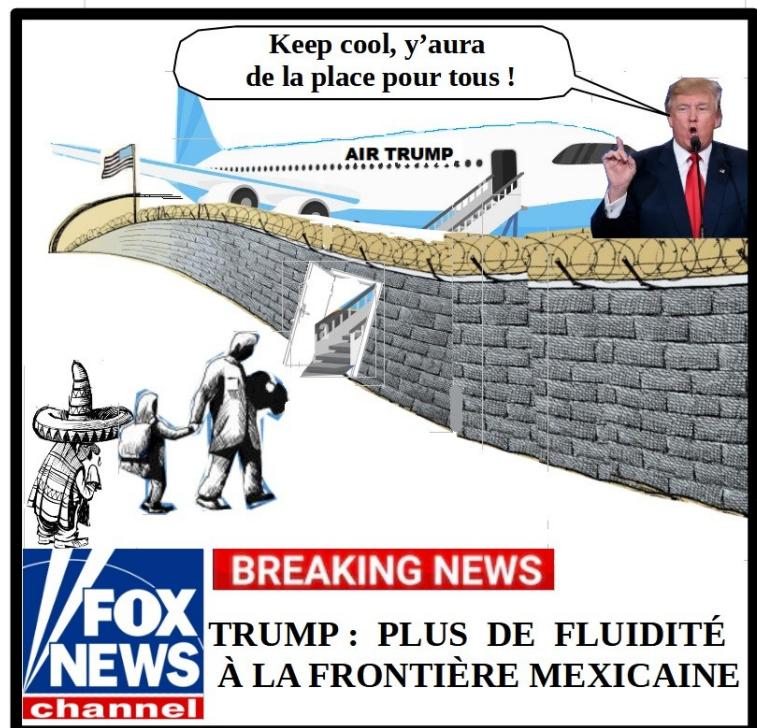
Camps ouverts, droits humains bafoués

Depuis cet été, plus de 100 000 sans-papiers ont été arrêtés et déplacés dans des centres de rétention, déjà surpeuplés. Parmi les personnes arrêtées, figurent des gens ordinaires sans antécédents judiciaires.

Le gouvernement américain maintient en détention « de nombreuses personnes qui ne représentent aucun danger pour la sécurité publique dans des conditions qui portent atteinte à leur dignité et bafouent les droits humains fondamentaux », alerte l'ONG Human Rights Watch dans **Le Monde** du 1er août 2025. En effet, le 20 juin 2025, on constatait une hausse de 40 % des personnes se trouvant en détention, par rapport à juin 2024. Le camp baptisé « Alligator Alcatraz », ouvert le 2 juillet sur un ancien aérodrome, montre la discrimination des détenus. Des élus républicains ont pu le visiter le 12 juillet, ne constatant aucun manquement pour les détenus, selon le **New York Times**. De leur côté, les démocrates ont été scandalisés par les conditions déplorables de détention. Il n'y a pas de lits pour tous les détenus, l'alimentation est réduite et il n'y a aucune hygiène. Le 22 juillet, plusieurs ONG ont réclamé la fermeture des camps, « affirmant que les cages étaient inondées de matières fécales », rapporte **Le Monde** du 1er août 2025.

Lorsque Trump a effectué sa campagne présidentielle, il a porté un discours pour la lutte contre l'immigration illégale. Mais depuis qu'il a été élu, il a eu une perte de soutien des Américains passant de 59 % à 49 %, car ils ont été scandalisés par la violence des arrestations de migrants.

Mais le 15 juin, Donald Trump a ordonné de nouvelles opérations policières à Los Angeles, Chicago et à New York selon **Le Monde** du 21 juin 2025. Une Mexicaine nommée Maria Garduno qui vit aux États-Unis depuis 26 ans sans papiers en règle, vit avec la boule au ventre et la peur, depuis que Trump est de nouveau au pouvoir.



Montage GEOPOLITICUS

Une enquête publiée par CNN le 20 juillet montre que 59 % des sondés s'opposent à l'expulsion des migrants sans casier judiciaire. Balthazar Enriquez, président du centre communautaire et mexicain, s'est exprimé sur la situation dans **Le Monde** en expliquant que « *Tous ceux qui ont la même couleur de peau que moi sont ciblés [...] Trump aimerait nettoyer l'Amérique pour que les blancs soient majoritaires* ».

L'ICE crée une énorme angoisse pour les immigrés. En effet, ils ne viennent plus à leurs convocations par peur de se faire arrêter. Cette politique rompt avec les droits des États-Unis. Face à cela, des grappes de manifestants se créent en bas des bâtiments pour soutenir les migrants face à ces injustices. Une résistance commencerait à naître. ■

Ismael Abalhadj et Tahina Vigne

Story telling : Washington Parano



TRUMP ET LE COMPLEXE DE NÉRON – SAISON 2

Montage GEOPOLITICUS

GEOPOLITICUS, PAS SANS VOUS !

Merci pour leur enthousiasme aux élèves qui ont écrit dans le journal. Merci aux quelques artistes courageux qui ont illustré nos pages.

Un Merci immense à Ingrid Ghilardini et Nadine Defaye pour leurs relectures impitoyables.

Merci à Catherine Lacombe et Isabelle Menon pour leur soutien immédiat dans la recherche documentaire.

Merci à Jules Guittard et Wilfrid Grossin pour leur soutien informatique de toujours.

Un remerciement spécial à Morgane Fiocre pour le coup de pouce décisif qui nous a remotivé.

Enfin, Merci à Monsieur le Proviseur Fabrice Pelletier pour sa confiance renouvelée pour la sixième fois.

Pierre Lhuître et Jean-Louis Bonnafous

IA et Robots Humanoïdes : la nouvelle course à la puissance

Le duel Chine Vs États-Unis

20 janvier 2025
LA COURSE À

L'INTELLIGENCE

est lancée entre la Chine et les Etats-Unis



□ deepseek
AI GÉNÉRATIVE

□ deep sick
AI DÉGÉNÉRATIVE

ARCHIVE GEOPOLITICUS 2025 : Un dessin de Yaël Azen

SUITE DE LA PAGE 1

bénéficié de précédents modèles eux aussi ouverts, comme Llama de Meta. Aujourd'hui, les États-Unis ont une attitude ambivalente : plus d'ouverture des sociétés mais fermeture de l'administration Trump à l'égard des chercheurs internationaux.

De plus l'IA chinoise coûte moins cher. DeepSeek aurait coûté seulement 5,6 millions de dollars, une goutte d'eau au regard des investissements d'OpenAI, qui aurait dépensé pas moins d'un milliard de dollars pour produire ChatGPT. Deepseek n'utilisera que 2048 puces d'ancienne génération, alors que les grandes entreprises des États-Unis telles que OpenAI n'utiliseraient pas moins de 16 000 puces dernier cri, pour un rendu moins performant !

Le succès de la start-up chinoise a été tel que DeepSeek occupe la troisième place des applis gratuites les plus téléchargées en France, et la première aux États-Unis, devant ChatGPT. Son succès est d'autant plus surprenant qu'il ne dépend d'aucun géant chinois tel que les BATX (équivalent des GAFAM en Chine). La toute nouvelle entreprise ne présente cependant pas que des avantages : son modèle a une censure intégrée, si bien qu'elle refuse de parler du régime dictatorial chinois ou répond très vaguement si on lui pose une question sur le Covid. Une enquête a été ouverte pour savoir si DeepSeek n'aurait pas utilisé des données d'OpenAI obtenues de manière non autorisée. L'ombre du pillage technologique plane toujours sur la rivalité des deux pays.

De leur côté, pour freiner les progrès chinois, les États-Unis utilisent l'arme des microprocesseurs. Pour rester en bonne position, Pékin a désormais besoin de monter en gamme sur les microprocesseurs. Or l'entreprise Nvidia, leader américain du marché, « avait développé les puces H20 et RTX Pro 6000D, moins performantes que ce que l'américain livre au reste du monde, à destination du seul marché chinois » à la demande de Washington, précise Le Monde du 19 septembre 2025. Une attitude que critiquent les dirigeants chinois qui comptent désormais sur leur constructeur national Huawei qui doit doubler sa production, sur leur nouveau plan quinquennal « AI plus » (2026-2030), selon Le Figaro du 25 octobre 2025 et, à terme, sur Taïwan.

Ainsi, la course entre les États-Unis et la Chine s'annonce tendue. DeepSeek a rebattu les cartes de l'IA et les États-Unis ne sont plus assurés de conserver leur précieux trône. Mais le 28 juillet dernier, dans Les Échos, le président Trump déclarait « Nous ne laisserons aucune nation nous battre. Nous voulons gagner la course à l'IA ». ■

Ayline Guillot-Duffoux et Yaël Azen

Nouvelle guerre froide : la course aux robots humanoïdes

À l'heure où la technologie avance à grande vitesse, une nouvelle compétition s'impose : celle des robots humanoïdes. La Chine, les États-Unis ou l'Union européenne, qui gagnera la première place ?

Cette course a véritablement commencé dans les années 1990. Son premier champion était l'américain Boston Dynamics issu du MIT en 1992, racheté par Google, proposant une gamme complète de robots, en particulier Petman et Atlas, capables d'accomplir des tâches utiles en remplacement de l'humain rappelle le nouveau journal L'Europe n°5 d'octobre 2025. La seconde phase de la course est en cours et « se caractérise par une accélération technologique sans précédent et par une hégémonie industrielle chinoise ». En effet, selon le Financial Times, parmi les composants essentiels à la fabrication des robots humanoïdes, la Chine est en première position pour au moins 5 composants sur 7, comme par les actionneurs linéaires, rotatifs, et les mains des robots. Cependant, les États-Unis sont toujours leaders en ce qui concerne les puces et logiciels IA, fabriquées en Californie, indispensables à l'autonomie de décision des robots.

En 2023, le ministère chinois de « l'industrie et des technologies de l'information » a proclamé que la Chine visait à devenir le premier producteur mondial de robots humanoïdes d'ici 2027. Le marché devrait représenter selon les estimations entre 68 et 7000 milliards

dont il espère 10 000 milliards de \$ de chiffre d'affaires mais il y a encore beaucoup de chemin à faire pour réaliser un robot qui égalera les capacités de l'homme. Pour Le Point « la machine Optimus, aujourd'hui, fait preuve de moins d'intelligence qu'un chat ».

La Chine devient de plus en plus puissante et met la pression sur les États-Unis. Comme le rapporte L'Express du 29 novembre 2024 « les machines chinoises affichent déjà des performances physiques similaires à celles de leurs homologues américaines ». Le modèle Unitree H1 est parmi les plus performants au monde. Même Elon Musk reconnaît que la Chine a toutes les cartes en main pour dominer cette nouvelle industrie.

Sur le plan des avancées technologiques, l'Europe, et la France plus particulièrement, « accusent un retard très inquiétant », d'après Diplomatie n°134 de juillet-août 2025. En effet, la France semble très en retrait face aux puissances technologiques chinoise et étasunienne. Pour le journal L'Europe d'octobre 2025, il s'agit vraiment d'un « rendez-vous manqué de la France et de l'Europe avec la robotique humanoïde » qui souligne « la nécessité d'un plan Marshall de la robotique humanoïde française ».

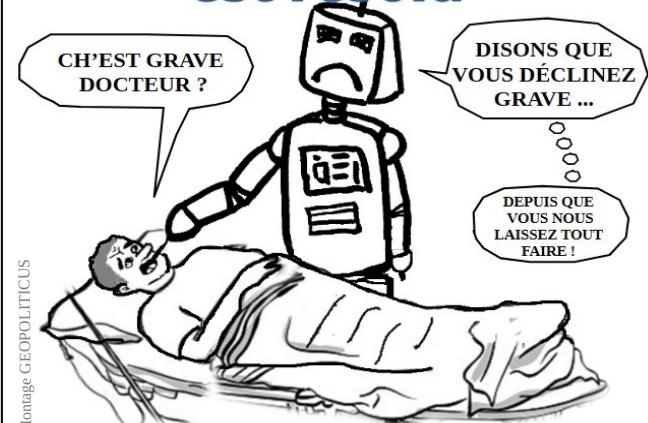
La situation est la même pour la France dans la course à l'IA, elle est toujours en retard. Le problème majeur qui bloque les avancées,

de dollars d'ici à 2050, avec plus d'un milliard de robots en activité dans le monde (L'Europe n°5). Les applications sont nombreuses : tâches domestiques, industrielles, dangereuses.

Les usines automobiles Tesla, Mercedes, Hyundai, Toyota et Byd les généralisent sur leurs chaînes.

Dans cette course aux robots humanoïdes, les États-Unis tentent de rester en pole position.

Le problème des déserts médicaux est résolu



Ainsi, la plus grande puissance du monde doit encore progresser si elle ne veut pas se faire doubler par la Chine, qui avance à grande vitesse.

Le patron de Tesla, Elon Musk, a présenté son humanoïde Optimus « censé accomplir les tâches humaines quotidiennes » (Le Point du 17 octobre 2024)

c'est le manque d'investisseurs prêts à mettre de l'argent dans des petites start up. La France doit se rattraper car, selon Diplomatie, la robotique humanoïde serait « un extraordinaire levier de puissance ». Si la France ne veut pas se faire écraser par ses concurrents, elle a intérêt à investir dès maintenant dans la conception de robots humanoïdes ■

Bédain Paloma et Le Gal Clémentine

IA et Robots Humanoïdes : la nouvelle course à la puissance

IA : inquiétudes pour la démocratie.

L'IA transforme la démocratie. Entre efficacité et risques de manipulations, de nombreux défis se posent pour préserver nos valeurs démocratiques.

L'IA est-t-elle une menace pour les sociétés ? C'est la question qui est au centre du nouvel ouvrage de Yuval Noah Harari, "Nexus". Le célèbre historien auteur de « Sapiens » best-seller vendu à 8 millions d'exemplaires dans le monde, s'interroge désormais sur la place des réseaux d'information dans nos sociétés. Revenant sur la récente élection de Donald Trump à la Maison Blanche, Harari souligne que la plus grande intervention de l'IA ces dernières années s'est opérée dans les médias et les réseaux sociaux. À ses yeux, "ces derniers sont contrôlés par les algorithmes de l'IA qui, de façon délibérée, diffusent de la colère et de la haine et, ce faisant, torpillent les fondements de la démocratie" rapporte France Culture le 11 novembre 2024. Harari voit en Trump le "candidat de la colère".

Dans la presse, « la décision de ce dont on va parler dépend d'un rédacteur en chef. Sur les plateformes, l'IA décide désormais quelle sera la prochaine vidéo en haut de votre fil d'actualité. Elle a même trouvé comment les gens pouvaient passer plus de temps sur les réseaux : c'est en attisant la haine que l'on fidélise un être humain car, de cette manière, il est plus engagé sur un thème ». Dans son éditorial du 24 octobre dernier, La Charente Libre confirme ces craintes et voit dans la colère « un sujet porteur et partagé ».

COMMENT DEVENIR...



Montage GEOPOLITICUS

MASTER
Of the
WORLD

sur les réseaux [...] un sujet rentable ». L'auteur alerte dans Le Parisien du 24 novembre 2024 sur la domination de ces intelligences artificielles. Qui est rédacteur en chef de X, de Facebook, de TikTok ? fait-il mine de s'interroger. « Pas un être humain, mais une IA, qui sera aussi bientôt la créatrice des contenus. » « Les IA gagnent parce qu'elles prennent le contrôle de systèmes que nous avons bâtis, comme le système financier, le système légal, le système de communication », avertit l'écrivain.

Les propriétaires de ces IA représentent aussi une menace. Le libertarien Elon Musk laisse le libre arbitre sur son IA « GROK ». Grok génère des clichés réalistes de personnalités réalisées par IA et appelées « deepfakes ». Elles sont ensuite diffusées sur le réseau social de Musk, X, et décrédibilisent les personnalités visées par leur caractère « authentique et vérifique ». Parmi celles-ci, on peut voir « Emmanuel Macron et François Bayrou s'échangeant un baiser » rapporte La Tribune du 14 décembre 2024. Ces deepfakes attisent la moquerie, le ridicule et le manque de crédibilité des régimes politiques. Or, ces images ne sont pas illégales car elle porte le logo de Grok qui atteste le rôle de l'IA dans leur conception.

En effet, en Europe, trois textes encadrent les deepfakes : le règlement européen sur l'IA(AI Act), le Digital Services Act (DSA)et la loi visant à sécuriser et réguler l'espace numérique (SREN) qui exigent de mentionner le fait que l'image est « produite par l'IA ».

Autre polémique, le 25 juillet 2025, Le Monde indiquait que l'algorithme de Grok a fait « l'éloge d'Adolf Hitler »

MUSK se lance dans l'IA



Montage GEOPOLITICUS

en publiant des « contenus antisémites » et en appelant « à voter Marine Le Pen ». Grok pronait aussi « une nouvelle Shoah » pour « éliminer la menace par des camps ». Ces propos sont d'une gravité extrême et condamnables en justice. Lors de la création de Grok, Musk avait émis l'idée de faire une IA sans « aucune limitation des abus ». L'IA menace directement les valeurs démocratiques. Un rapport de l'Institute for Strategic

Dialogue, publié en novembre 2024, constatait que l'augmentation rapide des contenus générés par l'IA a tout de même créé « un écosystème informationnel fondamentalement pollué », dans lequel selon La Tribune du 14 décembre 2024 « les électeurs ont de plus en plus de mal à distinguer ce qui est artificiel de ce qui est réel » ■

Axelle Rochereau (PG09) et Ilona Chabot (PG04)

L'IA, un danger pour l'environnement ?

L'IA dévore les ressources de la Terre et menacerait les objectifs de réduction des émissions de CO2 pour lutter contre le réchauffement climatique.

Au début, les usagers de l'IA n'avaient pas conscience du danger qu'elle pouvait représenter en terme d'écologie. Les infrastructures qui permettent la programmation de l'IA demandent énormément d'énergie. À l'échelle planétaire, un centre de données peut consommer plus de 1000 térawattheures en 2 ans. Selon Les Échos du 23 décembre 2024, c'est « l'équivalent de la consommation de plus de 120 millions d'habitants ». Ainsi, la consommation d'électricité des centres de données est le principal impact environnemental.

De plus, l'IA est très gourmande en eau et en minéraux. Selon Die Zeit du 26 mars 2025, « l'IA doit arracher ses richesses à la Terre pour fonctionner : cuivre pour les câbles et les conducteurs des centres de données, lithium, nickel et cobalt pour les batteries ; et tous les métaux appelés « terres rares » pour les serveurs ». Cela contribue à l'affaiblissement des ressources naturelles de la planète. Enfin, France Culture évoquait, le 11 février 2025 « le traitement des déchets, parce qu'une fois que les centres de données arrivent en fin de vie, il faut bien traiter les déchets électroniques ».

D'après Les Échos, la version GPT-3 d'OpenAI « pourrait générer jusqu'à 25 tonnes de CO2 pour un entraînement intensif », ce qui va à l'encontre des accords de Paris sur la réduction des émissions de CO2. L'universitaire Michel Robert prévient dans La Tribune du 4 octobre 2025, que « cette escalade va nous emmener loin des objectifs fixés de réduction de l'impact carbone ». Il nous encourage à nous méfier « des usages futiles de l'IA sur une planète finie ». Les Échos du 20 novembre 2024 abondent en ce sens en désignant « nos recherches intempestives sur ChatGPT, pour résumer un document ou préparer ses prochaines vacances ».

L'IA reste, en l'état actuel, « l'ennemi de la transition écologique », affirme l'ancien député et mathématicien Cédric Villani dans Le Courrier de l'Ouest du 6 mars 2025. En effet, l'IA est clairement en train de dévorer petit à petit la planète ■

IA et Robots Humanoïdes : la nouvelle course à la puissance

UE : rester dans la course

Après un retard considérable, l'Union européenne s'engage dans la course à l'IA. Cherchant à réunir innovation technologique et conservation de ses valeurs fondamentales, le défi semble audacieux.

Lorsqu'il a annoncé son projet Stargate à 500 milliards de \$, le 20 janvier 2025, Trump a lancé aussi « une vaste dérégulation de l'IA. Son message au secteur de la tech : vous avez des fonds illimités et les mains libres, bâtissez le plus vite possible la plus grande puissance IA du monde » rappelle **Courrier International** du 12 février 2025. Pour l'Union européenne, c'est un vrai défi.

Sur le continent européen, « les acteurs de l'IA ne manquent pas », selon **Die Zeit** qui comptait en 2024, 14 entreprises du secteur [ayant] levé plus de 100 millions de dollars de fonds sur le Vieux Continent. « Mais ces chiffres sont dérisoires face aux 500 milliards investis dans le programme américain Stargate ». Aussi, le journal allemand appelle à un véritable « plan européen : l'Empire contre-attaque ».

Face aux leaders américains et chinois, l'UE manifeste en effet, depuis quelques années déjà, une volonté politique claire de faire de l'IA une préoccupation majeure. Elle refuse catégoriquement de dépendre des technologies développées ailleurs. « Il est hors de question qu'on laisse l'IA qui se déploie en Europe être gérée en Californie et stockée sur des serveurs aux États-unis ou en Chine. La France vise à créer les conditions de son autonomie » clame Bertrand Rondepierre, directeur de l'Agence Ministérielle pour l'IA de défense française, cité dans **Le Point** du 13 février 2025. Le Sommet pour l'action sur l'IA réunis à Paris les 10

La start-up allemande Aleph Alpha était un grand espoir « pour offrir une alternative de rang mondial au créateur de ChatGPT, OpenIA, pour éviter une nouvelle dépendance à la technologie américaine » . Malheureusement, Aleph Alpha « a jeté l'éponge » annonce **La Tribune** du 8 octobre 2024 qui précise que, « acculée par un manque d'accès au financement, la start-up a déjà dû, à peine un an après son départ en grande pompe, renoncer à ses ambitions ». Le projet tombe à l'eau, l'Europe achoppe sur son principal problème, le financement.

Aujourd'hui en effet, « il n'y a plus que Mistral » en Europe avec son IA Le Chat pour rivaliser avec OpenAI et Google. « La start-up française chouchou » doit convaincre investisseurs, clients et responsables politiques que l'Europe peut tenir son rang selon **Courrier international** du 12 février 2025.

Quant à l'accès aux microprocesseurs indispensables pour l'IA, « l'UE découvre dououreusement qu'elle ne détient ni les clés, ni le rythme de cette course technologique. Le seul atout du Vieux Continent se résume à ASML ». On est loin de la production de masse de nouvelle génération, précise **le Monde** du 23 décembre 2025. Dans ce domaine, elle reste donc dépendante des États-Unis, de la Chine et de Taïwan.

L'avenir de l'UE dans l'IA va dépendre de sa capacité à réunir régulation, force d'innovation et financement, pour devenir un continent à la fois protecteur, innovant et compétitif sur le plan international ■

Jules Gazats et
Ylann Morineau-Geschwind

— BROWNSVILLE : UNE ÉCOLE MUSK OÙ L'IA FAIT LA CLASSE

ALPHA SCHOOL,



UE : plus d'avoine ni de blé pour l'IA ?



Start-up Nation : un champion sans visibilité

Dans le combat des géants du numérique autour de l'IA, la France essaie tant bien que mal de se frayer un chemin.

Dans la course à l'IA, malgré l'avance des États-Unis et de la Chine, la France possède de nombreux atouts pour participer. Elle dispose de multiples start-up. Mais la pépite de la French-tech qui pourrait devenir un « concurrent sérieux d'OpenAI, numéro un américain de l'intelligence artificielle est Mistral AI » selon **The Economist** du 6 février 2025. Cette start-up française créée en 2023 se base aussi sur un modèle ouvert, comme le chinois DeepSeek. L'entreprise française qui a réussi deux levées de fonds en un an et convaincu le Forum économique mondial de Davos d'investir, ce qui est déjà un exploit, a surtout développé des modèles d'IA qui concurrencent ceux d'OpenAI, Google, Anthropic ou encore Meta. Elle n'a pas seulement convaincu Davos, mais plusieurs pays d'investir. D'abord son propre pays, puisque Emmanuel Macron a annoncé que l'entreprise bénéficierait de 109 milliards d'euros dans les prochaines années. Les Canadiens envisagent d'investir 20 milliards. MistralAI a, de plus, obtenu un partenariat avec Nvidia, le leader mondial des puces électroniques. La start-up française prévoit d'ailleurs de créer une plateforme européenne sur l'IA dotée de ces puces. Pour accueillir les 18 000 puces dont elle a besoin, l'entreprise a construit un datacenter en France dans l'Essonne.

De plus, les Émirats arabes unis comptent y investir « entre 30 et 50 milliards » pour créer un campus dédié à l'IA selon **Le Point** du 13 février 2025. Enfin, le fonds canadien Brookfield, prévoit d'investir 20 milliards d'euros en France. De bons augures pour la « Start-up Nation » et sa souveraineté numérique voulue par l'Élysée. En effet, la France ne souhaite plus stocker ses données sur d'autres sols que le sien et donc ne plus dépendre d'autres pays. Cependant, depuis un an, la France rencontre de nombreuses difficultés qui freinent et menacent son développement. Elle fait face à une perte d'attractivité due à l'instabilité politique depuis la dissolution de l'Assemblée Nationale en juin 2025. Selon le spécialiste de l'IA, Franck Sebag, cela a provoqué « un vrai plongeon des investissements après le 10 Juin ». Or, sans investissement, les start-up ne peuvent pas lancer de projets et donc ne peuvent pas se développer. **Libération** du 23 janvier 2025 « constate une augmentation significative de dossiers de start-up en difficulté », à court de trésorerie qui doivent donc licencier. Sans aide de l'État, elles risquent de mettre la clé sous la porte.

De plus, le Parlement européen a jusqu'ici davantage favorisé la régulation que le financement de l'IA. « L'obsession régulatrice est encore bien présente au Parlement européen, mais le Conseil européen voit désormais les choses autrement », assure l'Élysée (**Le Point**, 13 février 2025). Les entrepreneurs restent optimistes et attendent une réaction politique en faveur de la stabilité et de l'innovation. ■ Yael Azen et Ayline Guillot-Duffoux

IA et Robots Humanoïdes : la nouvelle course à la puissance

ROBOT HUMANOÏDE :



« I Robot » : l'avènement d'une nouvelle ère

Longtemps cantonnés à la Science-fiction, les robots humanoïdes connaissent aujourd’hui une vraie révolution notamment grâce aux progrès de l’IA.

Les robots humanoïdes se développent de plus en plus. Ils sont désormais utilisés dans plusieurs domaines comme l’industrie, les services ou la recherche. Cette évolution pose des questions importantes sur l’avenir du travail et la place de l’homme face aux machines.

« L’émergence d’IA génératives très réalistes comme ChatGPT, permettant de discuter avec la machine presque comme avec un humain a rendu l’idée de robots polyvalents beaucoup plus pertinente » déclare le directeur de recherche à l’INRA interrogé par Sciences et Avenir du 28 décembre 2024. En effet, grâce à l’arrivée de l’IA, les robots peuvent désormais se conduire comme des humains et effectuer des tâches plus complexes. Les robots pourraient compenser le manque de main d’œuvre dans certains services ou effectuer des tâches dangereuses pour l’être humain. Les progrès de la mécatronique ont également permis d’améliorer l’équipement des humanoïdes pour leurs déplacements.

Ce nouveau marché mondial est dominé par la Chine. « Notre pays est le plus grand producteur de robotique au monde [...] » affirme Tony Li, PDG de Keenon Robotics dans Le Monde du 10 décembre 2024. Le pays concentrait la moitié des robots installés dans le monde en 2023 et se place en tête sur le marché des robots de service. Les Occidentaux se lancent aussi sur le marché. Les start-ups américaines ont réussi à lever 6,4 milliards de dollars dans l’année 2024 et sont soutenues par de nombreux investisseurs dont les géants comme Amazon, Microsoft, Open AI ou encore Apple et Elon Musk. En France le gouvernement a créé un plan gouvernemental et a collecté près de 400 millions d’euros.

Ces levées de fond ont permis aux entreprises de créer des robots capables de prouesses jusqu’alors impossibles. Par exemple Optimus, le robot d’Elon Musk, est capable d’adapter sa prise selon les objets qu’il utilise. Le robot Figure 01, de l’entreprise Figure AI est capable de dialoguer avec ses interlocuteurs grâce à l’IA ChatGPT ou encore H le robot chinois peut se déplacer en marchant jusqu’à 12 km/h. L’Européen Néo, à une apparence tellement humaine que certains ont cru que c’était une arnaque. En France le robot Miroka d’Enchanted Tools comprend ce qu’on lui dit et peut exécuter des tâches.

Les avancées de la robotique devraient permettre d’intégrer les robots dans des secteurs où ils ne sont pas encore très présents comme ceux liés au «problème du vieillissement de la population des pays occidentaux» observe Le Monde. Les robots pourraient intervenir dans les Ehpad, les écoles ou les hôpitaux.

Cependant plusieurs problèmes persistent, notamment dans les déplacements des robots ainsi que pour la manipulation des objets. « N’ayant pas encore le sens du toucher, les robots actuels sont encore incapables d’avoir une manipulation fine. » nous dit un chercheur à l’Inria interrogé par Les Échos du 26 novembre 2024. L’utilisation de l’IA interroge : comme elle peut se tromper, les robots pourraient donc avoir des comportements dangereux ou imprévisibles. Il est donc important de se prémunir contre les dangers potentiels de l’arrivée des robots : en octobre 2024 un groupe de hackeurs a réussi à pirater des robots ménagers pour leur faire dire des insultes racistes, relate Science et Avenir. ■

Olivia Sautel et Mélina Noël

UE : une puissance normative qui irrite Trump

L’UE est une puissance en retard dans la course à l’IA. Elle essaie pourtant de rester fidèle à sa spécificité : proposer des normes pour instaurer un semblant d’ordre.

“L’Europe est moins avancée dans le domaine de la technologie et de l’IA” que ses rivaux américain et chinois, explique le journal Les Échos du 10 octobre 2025. Effectivement, par rapport aux États-Unis (ChatGPT) et à la Chine (DeepSeek), elle reste loin derrière. Cependant, elle dispose de moyens, si elle veut, pour les rattraper. En effet, « Bruxelles a promis 200 milliards d’euros pour bâtir des « usines à IA ». » Le journal indique aussi que plusieurs entreprises européennes sont prometteuses comme : Mistral IA, une entreprise française « qui est devenue en septembre 2025 la startup la mieux valorisée d’Europe ». Mais l’IA est un enjeu de souveraineté pour lequel chaque État choisi sa stratégie. Par exemple, « Les États-Unis ont choisi la vitesse, la Chine la puissance d’État. À L’Europe de choisir l’audace ». Car l’Europe peut se servir de l’IA comme une arme stratégique dans les guerres économiques mondiales. Depuis assez longtemps, « les Européens ont cherché à jouer les arbitres entre l’Amérique et la Chine » au niveau de la technologie et de l’IA selon Le Point du 13 février 2025. En effet, ils ont voulu jouer un rôle régulateur entre ces deux puissances pour instaurer de l’ordre.

Cependant, le cofondateur du réseau social LinkedIn explique que « la position d’arbitre est inconfortable à deux titres : les arbitres sont peu appréciés, et ils ne marquent jamais de buts. »

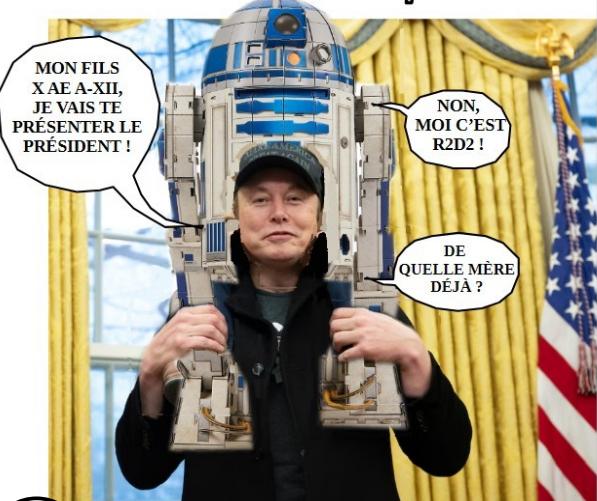
La législation numérique de l’UE est aujourd’hui « un champ politiquement miné sur lequel Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission, évolue avec une extrême prudence, redoutant des mesures de rétorsion de Trump » explique Le Monde du 25 octobre 2025. En effet, l’UE a mis en vigueur des textes auxquels sont soumis les géants du numérique. « En vigueur pour les grandes plates-formes depuis 2022, le Digital Services Act (DSA), qui interdit sur le Web ce qui l’est dans le monde réel, le Digital Markets Act (DMA), qui cherche à assurer une concurrence équitable sur les marchés » précise Libération le 14 février 2025, et enfin l’AI Act qui interdit certains systèmes attentatoires aux droits fondamentaux.

La réponse de Trump ne s’est pas fait attendre longtemps. Le Commissaire européen Thierry Breton, « impliqué dans la régulation du numérique »



pendant son mandat, vient d’être « banni des États-Unis », privé de visa (Le Parisien du 25 décembre 2025). Une réponse de l’Union européenne est maintenant attendue. ■ Bachelier Justine et Lahille Chloé

Tu seras un robot, mon fils



« Si tu peux rester digne en conseillant les rois »
à la Rudyard Kipling

Montage GEOPOLITICUS

COOL! WOUH! YEEES!

Illustrations DLC

oops! WTF?! NOOOO!

Tous les dessins qui n'ont pas trouvé leur place dans les articles, tous les dessins en Date Limite de Communication en raison de l'actualité qui file, tous les Dessins en Limite de Censure, et nos projets non aboutis...

Quand la littérature anticipait les problèmes



Montage GEOPOLITICUS

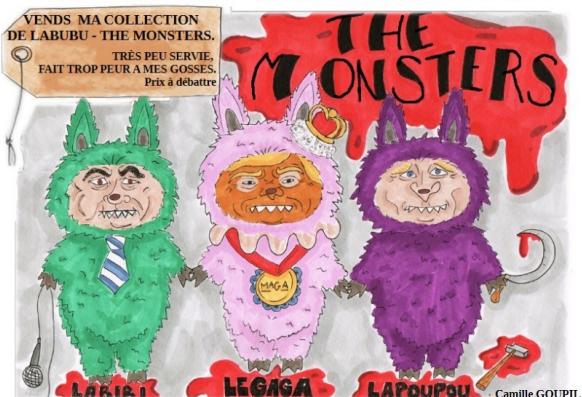
Mariage de l'IA et du robot humanoïde :



Montage GEOPOLITICUS



Sur le mauvais coin



Camille GOUPIL

BIENTÔT SUR VOS ECRANS,
UNE ADAPTATION NOVATRICE DU ROMAN DE PIERRE BOULLE



Montage GEOPOLITICUS

ISRAËL : la fuite en avant ...vers le point de non-retour

Israël-Palestine : la bataille des territoires

Depuis quelques années, les moyens mis en place pour réaliser le « Grand Israël » sont à leur apogée. Entre projets d'extension, colonisation illégale, soutien de l'extrême-droite et du Premier ministre. La liberté des Palestiniens pourrait être gravement compromise par ces mesures sans précédent. La politique d'Israël, si elle ne change pas, pourrait détruire la Palestine à tout jamais.

La stratégie menée depuis des années par Benyamin Netanyahu tend à « rendre impossible la création d'un État palestinien » en annexant de vastes zones de Cisjordanie selon **Le Figaro** du 16 août 2025 qui explique que le premier ministre israélien considère l'Autorité Palestinienne comme « plus dangereuse que le Hamas », car elle bénéficie d'une légitimité internationale. À terme, sa politique signifie la fin « d'Oslo » et de la solution à deux États. Ces accords, signés en 1993 par son prédécesseur, Yitzhak Rabin, et le chef de l'Organisation de Libération de la Palestine, Yasser Arafat, prévoient la mise en place à venir d'un proto-État palestinien (en Cisjordanie et Gaza) en échange de la paix et de la sécurité.

Bien qu'il n'ait jamais annulé les accords d'Oslo de 1993, Netanyahu les a, selon **Le Figaro**, « vidés de leur contenu en refusant toute rencontre avec Mahmoud Abbas, président de l'Autorité palestinienne depuis quinze ans ». Cette politique repose sur le blocage financier de l'Autorité Palestinienne, orchestré par le ministre israélien des Finances Bezalel Smotrich, d'extrême-droite.

Elle s'accompagne de l'expansion continue des colonies juives en Cisjordanie, marquée par le refus de permis de construire palestiniens et la multiplication d'implantations illégales juives. Smotrich résume sa vision en affirmant : « Mon plus grand rêve est d'empêcher la création d'un État palestinien » rapporte **Le Figaro**.

Cette politique s'inscrit dans une vision plus large, selon **Le Monde** du 16 octobre 2025, décrite comme celle du « Grand Israël ».

Issue de textes bibliques aux frontières floues, cette idée prend une dimension concrète après la création de l'État d'Israël en 1948 puis après la guerre des Six-Jours en 1967, lors de l'occupation de nouveaux territoires. Pour les nationalistes religieux, ces territoires représentent une terre promise,

justifiant l'implantation de centaines de milliers de colons depuis les années 1970. Cette « expansion » divise progressivement la Cisjordanie et complique la continuité territoriale d'un éventuel État palestinien ». Le journal souligne que cette vision mêlant politique et religion renforce, pour ses partisans, la légitimité d'une présence israélienne durable dans ces zones. Dans ce même contexte territorial, **Aujourd'hui en France** du 8 octobre 2025 rapporte que certains groupes de colons envisagent de réoccuper Gaza, y compris par la force, au nom d'un « projet divin ». Le quotidien évoque notamment le camp de Shave Darom, à la frontière de Gaza, où des militants vivent dans des conditions très précaires, entre mobile-homes surpeuplés et pénuries d'eau et d'électricité. À l'entrée, un panneau annonce : « Bienvenue chez les pionniers de Gaza », reflétant l'état d'esprit de ces militants soutenus par le mouvement d'extrême droite Nachala, qui organise ces installations en vue d'un retour éventuel sur la bande de Gaza.

Au mépris du droit international.

La même logique expansionniste se retrouve dans le Projet E1, analysé par **Le Figaro** du 16 août



et 22 septembre 2025. Ce chantier, prévu depuis les années 1990 mais longtemps bloqué à l'ONU, consiste en la construction de 3 400 logements pour relier Jérusalem à la colonie de Maale Adumim.

Désormais soutenu par Donald Trump, il entraîne expulsions, menaces et violences contre les Palestiniens concernés et surtout scinde la Cisjordanie. Un fermier palestinien témoigne : « Ils disent que cette terre est la leur, que nous devons partir » rapporte **Le Figaro**. Lors d'une visite à Maale Adumim, Netanyahu a déclaré : « Il n'y aura pas d'État palestinien, cet endroit nous appartient ».

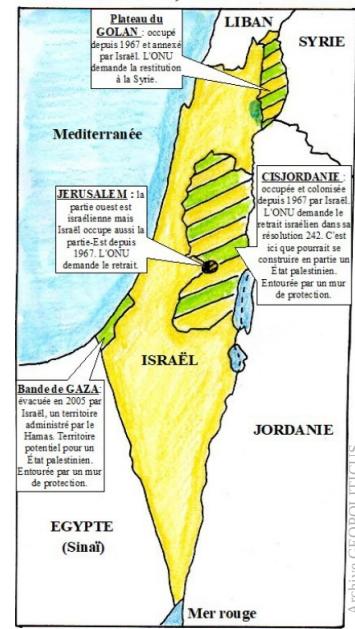
Le ministre Smotrich présente l'avancée du chantier comme une réponse aux récentes reconnaissances occidentales d'un État palestinien, déclarant dans **Le Figaro** du 16 août 2025 : « Tous ceux dans le monde qui tentent de reconnaître un État palestinien recevront une réponse sur le terrain ».

Pour certains colons, ces reconnaissances n'ont aucune portée : « La France peut reconnaître ce qu'elle veut, elle n'a pas la capacité de créer un État palestinien », affirme un colon.

La Cisjordanie est devenue un « puzzle disloqué », résultat de décennies de colonisation, de routes réservées et de check-points, tandis que le ministre Smotrich affirme : « L'État palestinien est effacé de l'agenda, non pas par des slogans mais par des actes » ■

Zoé Vantalon, Léna Thomas, Aiméric Kouando, et Enzo Lambertin.

La Palestine, carte en main



Montage GEOPOLITICUS

Archive GEOPOLITICUS

La question israélo-palestinienne :



—Montage GEOPOLITICUS

Le sparadrap de tout captain Amerlock

ISRAËL : la fuite en avant...vers le point de non-retour ?

La famine : une arme de guerre tolérée ?

L'arme de la famine est de retour avec le conflit israélo-palestinien, à un niveau jamais atteint auparavant. Désormais, à Gaza, on meurt en essayant d'obtenir de la nourriture.

Ce sont les civils palestiniens qui nous envoient les preuves de la famine à Gaza malgré les difficultés auxquelles ils font face, dues à « la durée de la guerre, à son intensité, à l'aggravation de la situation sécuritaire et humanitaire ». Après les attaques du 07 novembre 2024 du Hamas, Israël contribue à une famine, aujourd'hui reconnue par Tom Fletcher, le responsable de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies dans la bande de Gaza. Selon **Le Monde** du 25 août 2025, plus d'un demi million de personnes affrontent à Gaza des conditions « catastrophiques », avec le niveau de détresse alimentaire le plus élevé. Françoise Saulnier explique qu'Israël serait responsable « puisqu'il contrôle ce qui entre ou non dans l'enclave qu'il maintient sous blocus », (**La Croix** du 25 août 2025).

Ce qui expose l'État hébreu à des poursuites juridiques pour l'utilisation de la faim à des fins militaires. Plusieurs pays européens (France, Royaume Uni...) ont durci le ton sans réelle sanction concrète. Dans ces circonstances, juridiquement, la famine n'est pas considérée comme un génocide mais plutôt comme une pratique relevant du chef de crime de guerre, selon le porte-parole de l'ONU Volker Türk. Quant à elle, la chambre de la Cour Internationale de Justice a conclu « qu'il y aurait des motifs de croire que Nétanyahou et Gallant sont pénalement responsables du fait d'affamer des civils comme méthode de guerre », selon **Le Monde** du 25 août 2025. « Déplacement forcé de population, privation délibérée d'eau, état de famine, frappes disproportionnées, destruction empêchant toute possibilité de vie sur place » sont constitutifs d'un crime de guerre selon **La Croix** du 9 octobre 2025). La Cour internationale de justice a ordonné à Israël de permettre une aide humanitaire en s'appuyant sur des rapports concernant la famine appliquée comme une arme de

guerre. L'ONU et d'autres organisations reconnaissent « qu'une famine est bel et bien en cours dans la bande de Gaza » d'après **Le Monde**. Suite à des expertises depuis le 21 novembre 2024, la Cour pénale internationale a émis un mandat d'arrêt contre le Premier ministre israélien. Cette famine n'aurait pas été aussi terrible si les États-Unis n'avaient pas apporté leur soutien à Israël, puisqu'en effet Donald Trump a affiché son mécontentement à l'encontre de la Cour pénale à cause des



Montage GEOPOLITICUS

politique doit s'exercer à l'encontre du gouvernement israélien, et que « les crimes du Hamas ne justifient en rien les crimes actuels contre les Palestiniens » (**Libération**, 08 août 2025).

Malgré la forte polarisation, il convient désormais de « donner à l'autre le droit au dialogue, à l'écoute, à l'indulgence » (**Le Monde**, 24 septembre 2025) ■

Enora Le Roux TG05, Valentine Campion TG06 et Rose Trescarte Le Gallais et Léa Chiasson TG04

La banalité du Mâle



Camille GOUPIL



13 juin 2025 Bombardement des installations nucléaires iraniennes par les États-Unis.

s'en

balancent...

Reconnaissance de l'État de Palestine : une voie vers la solution à deux États ?

La reconnaissance de l'État de Palestine par plusieurs pays européens relance les tensions diplomatiques avec Israël et ravive le débat sur la solution à deux États, dans un contexte de guerre à Gaza ainsi que d'expansion des colonies en Cisjordanie et de crise humanitaire importante.

Dans un contexte marqué par le massacre de Gaza, le plus meurtrier pour Israël depuis la Shoah, la France, le Royaume-Uni, le Canada et le Portugal ont reconnu l'État de Palestine, considérant cette décision comme un devoir politique destiné à favoriser la paix. Cette reconnaissance a provoqué le mécontentement d'Israël, qui formule des critiques et menaces à l'encontre de ces puissances, et notamment de la France. Les tensions entre cette dernière et Israël vont croissant et sont inédites depuis la présidence du général De Gaulle selon **Le Point** du 18 septembre 2025. Parallèlement, en 2025, l'Europe se rassemble et adopte un texte majoritaire visant le désarmement et l'isolement du Hamas. La solution à deux États est de nouveau évoquée pour tenter de résoudre la situation dans cet espace binational profondément marqué par des tensions. Pourtant, le journal **Libération** du samedi 26 juillet 2025 considère que « la Palestine n'a rien d'un État ni même d'un embryon d'État ». Mais son journaliste Serge July estime toutefois que la reconnaissance est « un acte stratégique »... « pouvant raviver l'espoir d'une solution à deux États ». Le 22 septembre, en reconnaissant la Palestine, si Emmanuel Macron adopte une posture qu'il juge légitime, certains, dont Henri Vernet, perçoivent certes un geste diplomatique majeur pour relancer la paix, mais aussi l'affirmation du rôle international de la France.

Une colonisation qui obère l'efficacité d'une solution à deux États.

Pour autant, selon **Le Figaro** du 16 août 2025, le projet de construction de logements dans la zone E1 pourrait bloquer totalement la création d'un État palestinien. Le journal rappelle que les colonies israéliennes fragmentent la Cisjordanie, rendant un État palestinien presque impossible. Le journal **Libération** du samedi 26 juillet 2025 explique que ces travaux pourraient séparer la Cisjordanie en deux et dénoncer la poursuite de l'expansion des colonies israéliennes. **Le Monde** du 3 septembre 2025 décrit une Cisjordanie morcelée par les checkpoints, les zones interdites et la hausse des violences de colons, tandis que les Palestiniens subissent un manque d'eau, des déplacements compliqués et une économie bloquée.

Une reconnaissance pour le rétablissement du droit international.

Pourtant, d'après le journal **La Croix** du 22 septembre 2025, cette reconnaissance s'inscrit dans la continuité de la déclaration d'indépendance de 1988 proclamée par Yasser Arafat et reconnue par 148 pays, dans le cadre d'une conférence internationale. Vincent Lemire, historien spécialiste du Moyen Orient, évoque « des conséquences juridiques positives et très importantes », notamment pour l'émission de passeports palestiniens. Dans le même journal, Yves Aubin de La Messuizière estime que cette reconnaissance est



Montage GEOPOLITICUS

Le point de non retour : un génocide à Gaza ?

Peut-on parler de génocide pour l'intervention israélienne à Gaza ? Face à la violence massive, la question se pose.

Que dit le droit international en regard de l'attitude du gouvernement israélien ? « Ce qui constitue un génocide est déterminé par l'article 2 de la convention sur le génocide de 1948 », selon **L'Humanité** du 8 octobre 2025. Les deux premiers points de la convention stipulent qu'un génocide est caractérisé par le « meurtre de membres du groupe [et] l'atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe » selon **Le Monde** du 29 juillet 2025. Il faut de surcroît une « soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle ». « La destruction systématique des infrastructures de santé, l'interdiction d'entrée à Gaza des biens de première nécessité dont la nourriture, la destruction du système d'eau et de l'agriculture » semblent confirmer ce dernier point, selon Rafaëlle Maison, professeure de droit international. À ces conditions, a été ajoutée à la Convention la notion d'intentionnalité. En effet, « s'il ne s'agissait pas d'un crime intentionnel on aurait dû voir les traces d'une marche arrière de la part d'Israël » explique Francesca Albanese, journaliste à **L'Humanité**.

On assiste aussi à une stratégie typique génocidaire de déshumanisation des populations palestiniennes : Yoav Gallant, ministre de la Défense israélien, qualifie les Palestiniens d'« animaux humains » rappelle **Le Monde**. En outre, le terme de génocide n'est utilisable qu'à la condition irréfragable qu'une partie de la population soit « suffisamment importante pour que sa destruction ait des effets sur le groupe tout entier » (ordonnance de la CIJ du 26 janvier 2024).

Pour ces raisons, deux accusations de génocide envers Israël ont été déposées par l'Afrique du Sud et le Nicaragua auprès de la Cour Internationale de Justice (CIJ) et de la Cour Pénale Internationale (CPI) ; cette dernière a

retenu la charge de crimes de guerre contre Benyamin Netanyahu et Yoav Gallant (famine) et de crimes contre l'humanité (meurtre, persécutions et autres actes inhumains) explique **le Figaro**.

Pour autant, ces reconnaissances ne relèvent pas forcément du génocide. La CIJ parlait seulement d'un « risque de génocide de la part de l'État hébreu que celui ci devait « prévenir et punir ». Le **Figaro** du 7 octobre 2025 précise également que le rapport de l'ONU incriminant Israël de génocide émane d'États et non de juristes et que par conséquent il ne dispose d'aucune base juridique. Concernant l'intention génocidaire, la question est sujet à polémique.

Selon **le Monde** du 12 juillet, les propos déshumanisants n'engagent juridiquement que leurs auteurs et non les pouvoirs israéliens dans leur ensemble : « est-ce que les propos tenus par des membres du gouvernement israélien engagent l'État ? » nous répète Yann Jurovics, maître de conférences à Paris-Saclay, dans ce journal du soir. Même si elle demeure minoritaire, **La Croix** du 13 juin précise aussi qu'il existe une opposition israélienne aux pratiques du gouvernement israélien : « le gouvernement hébreu ne peut pas faire porter l'accusation génocidaire sur l'ensemble du peuple israélien ».

Ainsi il est aujourd'hui compliqué en l'état de répondre à cette incrimination. Néanmoins, comme le signale Philippe Sands, spécialiste du droit international et de la question du génocide, « l'ultrafocalisation sur le génocide a une visée politique regrettable, car elle enferme la question des poursuites dans un cadre très étroit [...] Un crime de guerre n'est pas moins sérieux qu'un génocide. Un crime contre l'humanité n'est pas moins grave qu'un génocide ». Cette qualification serait-elle contre-productive ?

Et pourtant..., pour l'historien Vincent Duclert de conclure : « Dire "génocide", c'est signifier que quelque chose d'immensément grave se produit » selon **Le Point** du 6 juin 2025 ■

Alice Caille (TG09), Martin Bourgine (TG06), Violette Guillot (TG02), Elouan Cador-Respingier (TG04)

Gaza : il faudra bien un jour documenter le crime de masse

**TO BIBI OR
NOT TO BIBI ?
That's no longer the question**



« le meilleur moyen de rétablir le droit international » et alerte sur la situation dramatique à Gaza, qualifiée de possible génocide ■

Nora Diarrassouba et Lilou Huten (TG07), Charlotte Morand (TG04), Maxence Bazire-Bosseau (TG09)

ISRAËL : la fuite en avant...vers le point de non retour ?

Plan de paix pour un Nobel !

Le président américain, Donald Trump a présenté son plan de paix pour Gaza le lundi 29 septembre 2025. Cette initiative, censée stabiliser la région, contribue à de nouvelles tensions et interrogations sur sa viabilité du projet.

Un plan de paix en trompe-l'œil ? Depuis le début de la guerre dans la bande de Gaza, le 7 octobre 2023, de nombreux cessez-le-feu ont été mis en place. Le plan de paix de Trump serait « *le troisième depuis le début de la guerre* » rapporte **Liberation** du 1er octobre 2025, chacun d'entre eux étant « *rompu unilatéralement par Netanyahu* », nous explique ce même journal. Cependant, cette fois Trump voit les choses différemment car il assure que « *si les deux parties acceptent ce plan, la guerre s'achèvera immédiatement* » comme le rapporte **La Croix** du 1er octobre 2025. Cette affirmation reste tout de même très fragile car, comme nous l'explique **Le Monde** du 1er octobre 2025, « *Le plan [a été] préparé sans participation palestinienne* ». De plus, **La Croix** précise que le président israélien a déclaré « *qu'il n'avait « pas du tout » accepté la création d'un État palestinien et que l'armée*

israélienne continuerait d'occuper une majeure partie de Gaza ». Ces points sont fondamentaux dans la réalisation du traité et si'ils ne sont pas acceptés, la réalisation de ce dernier risque d'être remise en cause. **La Croix** explique également que les 20 points du plan prévoient qu' « *Israël suspendra ses opérations militaires dans la bande de Gaza, à condition que tous les otages lui soient remis et que le Hamas ait rempli ses obligations : sa démilitarisation, le démantèlement de ses infrastructures et son exclusion du futur gouvernement de Gaza.* » Le plan compte aussi sur « *une force internationale de stabilisation (ISF) [qui] sera déployée avec le soutien des pays arabes* » pour assurer la sécurité dans la bande. De plus, le plan de paix prévoit « *un « conseil de paix » présidé par Donald Trump [qui sera en charge] de superviser temporairement la gouvernance de Gaza* », ainsi qu'une « *aide humanitaire complète [...] via les Nations Unies* ». Cependant, ce même journal nous expose que ce plan « *reste une esquisse qui laisse dans le flou de nombreuses*

questions ». En effet, le texte ne donne aucune précision sur le calendrier de retrait de Tsahal, sur « les dates et les moyens prévus pour désarmer le Hamas », sur le fonctionnement de l'ISF et du « conseil de paix ». Ainsi, le plan de paix de Trump est un plan plein d'ambitions mais qui reste très flou quant à sa mise en œuvre.

*America is back ! Le plan de paix de Donald Trump permet, alors même que son administration prône le contraire, « le retour triomphal des États-Unis au Moyen-Orient » selon **Le Figaro**, du 14 octobre 2025. En effet, « durant l'Administration Biden (2021-2024) » et bien avant, il y avait eu un retrait progressif*

La paix en Palestine ?



de l'influence américaine au Moyen-Orient. L'arrivée au pouvoir de Trump pour son deuxième mandat change la dynamique : « *il a renoué stratégiquement avec les plus vieux amis arabes des États-Unis* ».

Ce retour d'influence est confirmé par la création d'un conseil de paix gouvernant Gaza, dirigé par Donald Trump. **Le Figaro** du 13 octobre 2025 rapporte que le président américain actuel « *est le seul [...] à avoir réussi à forcer un premier ministre israélien à accepter une proposition de paix américaine* ».

Malgré cette influence croissante, l'implication étatsunienne dans les conflits du Moyen-Orient n'est pas toujours très bien acceptée. Tout d'abord, au sein même du gouvernement. **Le Figaro** du 1er octobre 2025 affirme qu'en acceptant l'accord de paix, « *Netanyahu risque de fracturer sa coalition* ». En effet, ses ministres « *de l'extrême droite, ultranationaliste, [...] menacent [...] de faire tomber le gouvernement dès qu'un compromis sur Gaza se profilera* ». Par ailleurs, **Le Point** du 23 octobre 2025 nous apprend qu'il y a également une forte opposition au sein des groupes religieux : pour les islamistes, la guerre israélo-palestinienne est une guerre sainte opposant musulmans et juifs. Une paix est donc inconcevable, l'objectif étant la destruction de l'État juif et non le bien-être des populations palestiniennes. Pour finir, au sein même de la bande de Gaza, différents groupes terroristes sont présents et prêts à prendre la place du Hamas en prenant le pouvoir dans la bande, « *même de façon macabre* » ■

Audrey Baret TG07, Tiffany Espinasse TG01,
Iris Dieuset et Emmy Charrier TG02



Démocratie et Droits humains dans la tempête

Prix Sakharov 2025 : la liberté de penser honorée

Le prix Sakharov décerné chaque année par l'UE récompense des défenseurs des droits humains dans le monde. Le 22 octobre dernier, deux journalistes emprisonnés ont été honorés.



Créé en 1988, le prix Sakharov rend hommage aux personnes ou groupes qui défendent les droits humains et les libertés fondamentales (**Le Monde** du 24 octobre 2025).

Il porte le nom du célèbre dissident soviétique et lauréat du prix Nobel de la Paix André Sakharov qui avait tant lutté contre le totalitarisme en URSS. Le prix de la liberté, ou prix Sakharov, a pour but de récompenser des militants parfois emprisonnés ou menacés pour leur combat en faveur de la liberté de penser, des journalistes aux manifestants en passant par les personnalités politiques et les humanitaires.

Cette année, deux journalistes emprisonnés au Bélarus et en Géorgie, Andzej Poczobut et Mzia Amaghlobeli, se sont vu décerner le prix Sakharov pour la liberté de pensée.

À travers ce prix, le Parlement européen veut transmettre des valeurs pacifistes et rendre honneur aux journalistes « pour leur lutte pour la liberté et la démocratie »,

rapporte **Courrier International** du 22 octobre 2025. Ce prix « envoie un message fort à tous les prisonniers politiques : vous n'êtes pas seuls et le journalisme n'est pas un crime » a précisé la principale opposante biélorusse en exil, Svetlana Tikhonovskaya.

La lauréate 2025, Mzia Amaghlobeli, est journaliste en Géorgie et lutte pour la liberté de la presse. Elle a été condamnée à deux ans de prison « pour une altercation avec un policier », d'après **Le Figaro** du 22 octobre. Pour l'ONG Reporters sans frontières, « sa peine est un symbole du glissement autoritaire à l'œuvre en Géorgie » où un gouvernement pro-russe est arrivé au pouvoir.

Le prix a également été attribué à Andrzej Poczobut, membre de la minorité polonaise du Bélarus et correspondant de la *Gazeta Wyborcza*. Ce journaliste est un opposant engagé au régime d'Alexandre Loukachenko, le dictateur du pays au pouvoir depuis 1991, qui « mène une répression implacable contre toutes les voix critiques » selon **Courrier International**, en particulier depuis 2020. Poczobut a été condamné en 2023 à huit ans de prison.

Les lauréats du prix étaient censés recevoir le prix dans l'hémicycle du Parlement européen à Strasbourg le 16 décembre, mais il faudrait pour cela qu'ils soient libérés (www.europarl.europa.eu). Deux représentants l'ont reçu à leur place, en leur honneur ■

Noémie Bremand et Louanna Mie

Pouvoir des algorithmes contre pouvoir du peuple ?

À l'ère du numérique, la démocratie est confrontée à de nouvelles menaces. Les réseaux sociaux et l'IA modifient la manière dont les citoyens s'informent, débattent et votent. Des intellectuels alertent : sans régulation, ces technologies pourraient accélérer le recul de la démocratie dans le monde.

Les réseaux sociaux sont une arme contre l'information démocratique. La démocratie repose sur un principe fondamental : des citoyens informés capables de faire des choix libres. Or, ce principe est mis en danger par les réseaux sociaux.

La journaliste Maria Ressa, prix Nobel de la paix en 2021, affirme dans **L'Express** du 22 décembre 2024 : « L'année 2025 déterminera si la démocratie vit ou meurt ». Selon elle, les plateformes numériques favorisent la diffusion de fausses informations, car leurs algorithmes privilégient les contenus choquants ou émotionnels. Elle explique que « répéter un mensonge un million de fois peut le transformer en vérité ». Cette logique affaiblit le débat public. Les citoyens ne partagent plus une information commune, mais vivent dans des bulles informationnelles. La démocratie ne disparaît pas brutalement, mais s'érode progressivement, par ce que Maria Ressa appelle une « mort par mille coupures ». Selon le politologue Staffan Ingemar Lindberg, dans **Le Monde** du 22 décembre 2024 « la situation de la démocratie est pire que dans les années 1930 ». Aujourd'hui, plus de 70 % de la population mondiale vit sous un régime autoritaire. Cette progression s'explique par une autocratisation progressive : des dirigeants élus démocratiquement utilisent ensuite les réseaux sociaux pour discréditer les médias, affaiblir la justice et diviser la société. Ainsi, les démocraties deviennent d'abord illibérales avant de disparaître. Lindberg rappelle que « la démocratie meurt avec les mensonges », car voter sur des informations fausses empêche tout véritable choix politique. Face à la lenteur et aux conflits propres à la démocratie, certains citoyens envisagent une alternative : confier le pouvoir à l'intelligence artificielle.

Le philosophe Gaspard Koenig pose une question révélatrice rapportée dans



Un Prix Nobel exfiltré du Venezuela

Maria Corina Machado vit cachée depuis août 2024 dans la banlieue de Caracas, capitale du Venezuela. Écartée de la présidentielle malgré sa victoire aux primaires de l'opposition, elle a fait le choix forcé de la clandestinité. Elle est recherchée pour "conspiration, incitation à la haine et terrorisme" par la justice vénézuélienne. Elle conteste le pouvoir du président Maduro.

D'après **le Wall Street Journal**, l'opposante a quitté sa cachette le 8 décembre, déguisée et coiffée d'une perruque. Elle aurait ensuite gagné un village de pêcheurs sur la côte caraïbe après avoir franchi une dizaine de postes de contrôle militaires. Elle aurait ensuite embarqué sur un bateau pour traverser la mer des Caraïbes jusqu'à l'île de Curaçao. Arrivée à Curaçao vers 15h, le mardi 9 décembre, elle a embarqué mercredi matin sur un vol privé pour Oslo.

À son arrivée en Norvège, elle explique être venue "sans bagages", avec la seule tenue qu'elle portait précise **TV5Monde** du 11 décembre. Elle est arrivée jeudi dans la nuit au Grand Hôtel, où descendait habituellement les lauréats du Nobel. Elle a salué depuis le balcon de l'établissement les quelques dizaines de partisans en liesse qui scandaien « libertad ! » (« liberté ! ») Un jour après la remise des prix officielle, elle a pu recevoir le sien des mains de sa fille ■

Les Échos, du 14 octobre 2025 « Ne serait-ce pas mieux si nous étions gouvernés par une IA ? » Cette idée repose sur la croyance que les algorithmes seraient plus efficaces et plus rationnels que les responsables politiques.

En septembre dernier, l'Albanie a annoncé la nomination d'une ministre virtuelle nommée Diella, pour lutter contre la corruption, une première mondiale, relate **Libération** du 12 septembre 2025.

Mais Koenig met en garde : « Un despote éclairé et numérisé n'en reste pas moins un despote ». L'IA ne peut ni débattre, ni prendre en compte les valeurs humaines. Or, la démocratie est un régime fondé sur la délibération.

La défiance envers les institutions pousse certains à soutenir des discours autoritaires, amplifiés par les réseaux sociaux qui deviennent alors des outils de contestation radicale du système démocratique. Elle souligne également le pouvoir excessif des grandes entreprises du numérique. Les auteurs s'accordent sur un point : il ne faut ni abandonner la démocratie, ni rejeter la technologie. L'enjeu est de réguler les réseaux sociaux et l'IA tout en protégeant les libertés fondamentales. Maria Ressa compare la situation à celle de l'industrie du tabac : « Les entreprises savaient que leurs produits étaient nocifs, mais ont continué » (**L'Express**) La démocratie doit donc s'adapter à ces nouveaux outils, sans renoncer à ses principes.

Ces technologies ne condamnent pas la démocratie par nature. Leur impact dépend des règles mises en place et de la vigilance des citoyens. L'enjeu majeur du XXI^e siècle est donc de préserver la démocratie dans un monde dominé par les algorithmes. ■

Safa Joucence et Ehlia Mithra PG06

DES LIEUX DE CRISPATIONS GÉOPOLITIQUES

NIL : une guerre de l'eau ?

En Éthiopie, le Tendance du marché du café :
nouveau méga-barrage de la Renaissance inauguré le 9 septembre 2025 suscite espoirs et craintes.

Son impact divise et remet en cause les relations régionales.

L'Éthiopie lance son plus grand projet d'infrastructures selon **Le Monde** du 30 août 2025. Elle achève ainsi le plus gros barrage hydroélectrique du continent africain, le « *grand barrage de la Renaissance* » (GERD) précise **Libération** du 9 septembre 2025. Son chantier fut long. Annoncé en 2011, sa construction ne s'est achevée qu'après « *plus de dix ans de travaux* ». Sa construction « *a en grande partie été payée par les citoyens éthiopiens* ». Djibouti a également apporté une aide financière s'élevant à « *1 million d'euros* ». Les retombées économiques de ce barrage doivent être importantes afin de réduire les inégalités entre les régions éthiopiennes. « *À terme, l'infrastructure devrait produire en moyenne 15.700 GWh par an, soit un doublement de la production nationale par rapport à la période précédant la mise en service des premières turbines, en 2022* » précise le journal **Les Échos** du 10 septembre 2025 au moment de l'inauguration.

En 2050, le barrage devrait être en capacité de produire de l'électricité pour « *l'ensemble de la population du pays* » d'après le programme national d'électrification. « *En deux décennies, ces investissements ont contribué à la baisse du taux de pauvreté dans le pays* » grâce à l'augmentation des exportations. Il est vu comme « *un levier de développement indiscutable* » par **Libération**. L'excédent de production devrait être vendu aux pays alentours. Ainsi, l'Éthiopie devrait devenir « *le plus grand exportateur d'énergie d'Afrique* » affirme **Le Monde**. Cela explique la présence de représentants du Kenya, de Djibouti et de la Somalie aux festivités de l'inauguration le 9 septembre dernier. Il est donc un véritable atout pour le pays. Pour le premier ministre éthiopien, il y a là « *un grand projet unificateur pour son pays déchiré* ».

Deux pays ont boycotté l'inauguration : l'Égypte et le Soudan. En effet, dès la construction, le pays des Pharaons s'y est opposé. Ce barrage devrait réduire le débit du Nil, hantise du Caire. Les 117 millions d'Égyptiens « *dépendent du fleuve* » rappelle **Libération**. De nombreuses « *négociations diplomatiques* », « *plaintes internationales* » et « *menaces militaires* » ont été engagées, sans réponse. Le Soudan partage les inquiétudes de son voisin égyptien. Cependant, il apporte une vision plus nuancée. Il y voit un aspect bénéfique par « *une meilleure régulation du cours du fleuve, limitant les inondations* » souligne **Les Échos** du mercredi 10 septembre 2025. Abiy Ahmed, premier ministre éthiopien, énonce « *une opportunité partagée* ». Or, l'Égypte ne change pas d'avis « *sur ses droits à l'eau* ». Elle fait référence à son « *droit historique* » sur le Nil au sujet d'un accord bilatéral datant de 1959. Malgré les diverses médiations impliquant également les États-Unis, l'Égypte se retrouve dans un « *isolement diplomatique* ». Bien que le barrage n'ait pas eu d'effet sur les ressources égyptiennes, Le Caire s'inquiète de la « *montée en puissance éthiopienne* » ■

Axelle Rochereau



Montage GEOPOLITICUS

Casus belli éthiopien sur le Nil

Depuis quinze ans, l'Éthiopie s'est lancée dans la construction d'un barrage qui pourrait pousser le bassin du Nil « *au bord du gouffre* » et changer le paysage géopolitique de l'Afrique de l'Est.

L'achèvement du Grand barrage de la Renaissance (GERD) en Éthiopie, provoque aujourd'hui de fortes tensions dans toute la région du Nil et le remplissage de son réservoir va réduire le débit du Nil, ce qui inquiète l'Égypte et le Soudan, qui avaient, jusqu'à peu, le monopole des eaux du fleuve. L'ouvrage, commencé en 2011, est présenté par Addis-Abeba comme un symbole de développement, d'indépendance et d'électrification. Le gouvernement affirme que le barrage produira assez d'énergie pour transformer l'Éthiopie et même fournir une partie de l'Afrique de l'Est. Pour beaucoup d'Éthiopiens, ce projet représente une fierté nationale. Surtout dans ce pays où « *plus de la moitié des Éthiopiens vivent encore sans accès fiable à l'électricité* » d'après **The Reporter** du 8 juillet 2025. Le barrage a coûté plus de 4,5 milliards de dollars. Il est devenu l'un des projets hydrauliques les plus importants du continent. Selon certains experts, son fonctionnement pourrait même faire de l'Éthiopie « *l'une des premières puissances africaines* » dans le domaine de l'énergie. Mais cette avancée a un prix diplomatique. Car pour l'Égypte, le GERD est un véritable danger. « *Ce pays aride de 110 millions d'habitants dépend du Nil pour près de 95% de ses besoins hydriques. [...] il est donc vital, au-delà de l'agriculture : il soutient l'industrie, l'énergie, la pêche, le commerce, le transport et le tourisme, tout en étant au centre des préoccupations stratégiques de l'État égyptien pour sa sécurité hydrique et alimentaire* » rappelle **Le Figaro** du 10 septembre 2025

Le Caire accuse l'Éthiopie d'avoir mené le remplissage du barrage « *au mépris des règles internationales* ». Elle craint que le débit du fleuve diminue fortement, surtout dans un contexte de sécheresse et de réchauffement climatique. Le président Abdel Fattah Al-Sissi évoque même la possibilité de prendre « *toute mesure nécessaire* » pour protéger l'eau du pays. Cela alimente le spectre « *d'une confrontation directe* ».

Le Soudan, situé entre les deux, est partagé. Khartoum reconnaît que le barrage pourrait l'aider à mieux gérer les crues du Nil. Mais les autorités s'inquiètent aussi des risques pour leurs propres barrages. Ces tensions s'inscrivent dans une longue histoire. Les accords de 1929 et 1959 donnaient à l'Égypte et au Soudan le pouvoir de décider seuls de la construction de barrages sur le Nil, ce que l'Éthiopie juge injuste et remet en question, avec d'autres pays comme le Rwanda, l'Ouganda ou la Tanzanie. Dans **The Independant** d'octobre 2024, leur dernier accord précise qu' « *ils utiliseront sur leur territoire respectif, les ressources en eau du Nil de manière équitable* ». Pour l'instant, aucun compromis n'a été trouvé.

The Reporter ajoute que, sans accord durable, l'achèvement du barrage pourrait « *aggraver des dynamiques régionales et internationales* ». Et réellement « *pousser le bassin du Nil au bord du gouffre* ». L'Égypte a aussi le soutien de Donald Trump. Durant son premier mandat, le président américain avait déclaré que la situation était dangereuse et que Le Caire pourrait finir par « *faire sauter ce barrage* » précise **Le Figaro** du 10 septembre 2025. Ce barrage, pensé pour apporter de l'énergie, pourrait donc devenir l'un des plus grands facteurs d'instabilité de la région ■

Tahina Vigne, Ismael Abalhadj

LIEUX DE CRISPATIONS GÉOPOLITIQUES

Pologne : Frontière sous tension, vigilance maximum

Entre militarisation accélérée et pressions sur les frontières venues de Russie et de Biélorussie, la Pologne renforce ses défenses. Malgré tunnels, drones et contrebande, Varsovie maintient sa frontière ouverte... pour l'instant. Cela fait depuis 1993 que la Pologne n'a plus de troupes russes sur son territoire. "Mais l'annexion de la Crimée en 2014 puis l'invasion à grande échelle de l'Ukraine en 2022 ont réveillé des peurs enfouies" nous raconte **Le Monde** le 1er avril 2025. "60% des Polonais interrogés envisageaient avec inquiétude l'année 2025, 52% d'entre eux avançant comme peur principale l'implication directe de la Pologne dans la guerre russo-ukrainienne" nous rapporte toujours **Le Monde**.

La Pologne a décidé, depuis l'invasion russe de 2022, de "fortement se militariser, jusqu'à devenir le pays européen à consacrer le plus d'argent à la Défense" d'après **La Tribune** du 29 décembre 2024. Le pays fait déjà face à des agressions de la part de la Russie et de son alliée, la Biélorussie. En effet, ces deux pays "sont accusés de faire venir par avions des migrants originaires du Proche-Orient, d'Afrique ou d'Asie afin de déstabiliser les frontières européennes" nous informe toujours **La Tribune**. "Cela fait partie d'une stratégie plus large de "guerre hybride" visant à déstabiliser la région" déclare **Euronews** le 18 octobre. Donald Tusk, le Premier ministre polonais, a donc décidé de réprimer ces arrivées massives en adoptant une loi autorisant les militaires et les gardes-frontières à tirer plus facilement et "en faisant passer la question humanitaire après la sécurité des frontières" continue **La Tribune**.

De plus, le besoin de frontières physiques se fait progressivement ressentir. Depuis toujours, les frontières étaient floues et les séparations n'étaient pas claires. "Mais le besoin de limites s'est fait ressentir [...] pour empêcher les entrées sur le territoire, qu'elles soient migratoires ou militaires" nous informe **Les Échos** du 3 mars 2025. Le pays prend donc des mesures spécifiques et concrètes. "Des blocs de béton antichars de plusieurs tonnes alignés sur des dizaines de kilomètres. Des fossés. Des barbelés. Des espaces prêts à être minés". Toutes ces infrastructures ont été mises en place le long de la frontière polonaise continue **Les Échos**. "Plus de 700 kilomètres qui vont être renforcés, pour une somme avoisinant les 2,5 milliards d'euros".

Malgré tous ces efforts pour renforcer cette frontière, les activités de contrebande sur la frontière polono-biélorusse vont continuer. En effet, d'après **Courrier International** du 30 octobre 2025, "les contrebandiers redoublent d'imagination avec l'emploi de sondes météo et d'engins volants bricolés pour faire passer des cargaisons". Les produits les plus courants qui traversent la frontière sont les cigarettes et le tabac "mais le jour où la guerre en Ukraine prendra fin, le marché noir regorgera d'armes inutilisées". Seulement, les gardes-frontières ne disposent pas de radars spécialisés pour lutter contre les drones y compris de contrebande. Pour certains Polonais, un doute s'installe sur la provenance de ces drones. "Rien n'arrive par hasard en Biélorussie. Il serait naïf de croire que cette descente de ballons venue d'un pays non ami est uniquement l'affaire des contrebandiers" rapporte **Courrier International**.

Cependant, en octobre 2025, un tunnel a été découvert du côté de la frontière biélorusse. "Il commençait environ 20 mètres de la frontière du côté biélorusse" cite **Euronews** le 18 octobre 2025. C'est le deuxième découvert cette année. Mais avec étonnement, en septembre dernier, la Pologne a rouvert sa frontière avec la Biélorussie. Mais "si les tensions ou le comportement agressif de certains voisins s'intensifient, nous n'hésiterons pas à prendre à nouveau la décision de les fermer" déclare le premier ministre Tusk à **Radio France Internationale** le 24 septembre 2025. Pourtant, suite à la découverte des tunnels, les frontières continuent de rester ouvertes ■

Agathe Rolland & Juliette Filaquier

Mur anti-drones et rempart ukrainien

La Russie tente de déstabiliser l'Europe par ses intrusions de drones. Les Européens tentent de réagir par plus de défense frontalière et de soutien à l'Ukraine.

Les Russes testent l'Estonie. En mai 2024, sur le fleuve frontalier Narva, en pleine nuit, un navire garde-côte russe a franchi la ligne, embarqué 24 flotteurs, puis a rebroussé chemin. "une opération commando sans une goutte de sang versée aura suffi à gommer une partie de la frontière entre la Russie et un Etat de l'OTAN. L'Europe proteste, "mollement" rapporte **L'Express** du 5 Juin 2025. Alors Moscou poursuit ses tests. En 2025, un avion de chasse russe a violé l'espace aérien estonien.

En Pologne, le 10 septembre dernier, "Une vingtaine de drones russes, lancés via la Biélorussie voisine, ont violé l'espace aérien pour se diriger vers leurs cibles ukrainiennes" raconte **Le Monde** du 11 septembre 2025. Même si la destruction de tous les engins a été rapide grâce à l'intervention d'avions de chasse polonais et de F-35 néerlandais, soutenus par l'Otan, l'épisode a mis "la Pologne à cran" tant les traumatismes laissés par l'histoire ont été ravivés.

Le Danemark a aussi vécu l'expérience d'une violation de son espace aérien par la Russie selon **La Croix** du 1^{er} Octobre 2025. Des drones ont été aperçus au dessus de plusieurs aéroports civils, ce qui a perturbé le trafic. Ils ont également survolé plusieurs sites militaires. L'Allemagne, la Norvège et la Roumanie témoignent aussi des

intrusions de drones sur leur territoire. Avec toutes ces attaques sans réponse, La Russie teste l'OTAN et l'UE afin de les pousser à prendre des décisions hâtives et à abandonner leur soutien à l'Ukraine. L'UE a mis en place de nouvelles infrastructures de défense à la frontière.

Ainsi, selon **La Croix** du 1^{er} octobre 2025, pour contrer les attaques aériennes, l'UE tente

Frontière bunkerisée ?



de mettre en place un mur anti drone «sur toute la longueur de sa frontière orientale depuis le sud de la Pologne jusqu'au sud de l'Estonie.» Il sera composé "de radars, de drones d'observation, de petits missiles et de systèmes laser.»

Le tout sera relié à un centre de commandement commun. Il aura donc pour but de surveiller la frontière et de détruire les drones russes qui seront détectés. De plus, il devrait assurer le renforcement de la défense européenne en cas d'agression russe. Une projet de mur anti drone qui laisse sceptiques la France et l'Allemagne qui se souviennent de la ligne Maginot.

Mais, L'Europe ne compte pas essentiellement sur ce mur, d'autres installations ont été mises en place. En Pologne par exemple, une base militaire se nommant Redzikowo, visitée par **Le Monde** le 16 décembre 2024, abrite "telle une vigie, un énorme radar entouré de silos de missiles intercepteurs". Le commandant américain Mike Dwan, chef de la Task force 64 explique qu'"une fois l'alerte donnée, nous avons environ une quinzaine de minutes pour intercepter le missile.»

De plus, de nombreux avions, tels que les Awacs appartenant à l'OTAN sont capables, selon **Le Monde** du 6 octobre 2025, de détecter d'autres avions ennemis.

Enfin, le pays qui a le plus d'expérience reste finalement l'Ukraine. Aussi, la présidente Ursula von der Leyen précise : "Si nous sommes tous d'accord pour dire que l'Ukraine est notre première ligne de défense, alors nous devons accroître notre soutien militaire" (**Le Figaro** du 2 octobre 2025). Un avis partagé par le premier vice-ministre ukrainien des Affaires étrangères, Serhiy Kyslytsya : « Aussi étonnant que cela puisse paraître, je pense que les pays de l'Otan ont aujourd'hui autant besoin de l'Ukraine que l'Ukraine a besoin de l'Otan face à la Russie » ■

Lahille Chloé et Bachelier Justine PG01

LE DILEMME EUROPÉEN



Un dessin de Lyla DERISSON

LIEUX DE CRISPATIONS GÉOPOLITIQUES

Taiwan : la gâchette idéale ?

Alors que Taiwan cherche à défendre sa liberté, Xi Jinping intensifie ses menaces d'envahir l'île coûte que coûte. La menace de Pékin sur Taiwan est de plus en plus intense. La Chine refuse catégoriquement l'indépendance de Taiwan. « *Xi Jinping n'hésitera pas à sacrifier le PIB chinois pour envahir Taiwan, ce qui serait le déclencheur d'une guerre catastrophique avec les États-Unis* » précise **L'Express** du 29 octobre 2025. Depuis 1949, Washington s'était engagé à défendre l'autonomie de Taiwan à l'égard de la République Populaire de Chine (RPC).

Depuis, les forces chinoises de l'armée populaire de libération (APL) se livrent régulièrement à des démonstrations de puissance qui alimentent la crainte d'un conflit ouvert à travers le détroit de Taiwan.

En 2005, Pékin a adopté une loi dite antisécession qui interdit à Taiwan toute velléité d'indépendance. Enfin, à son arrivée au pouvoir, Xi Jinping a précisé que la RPC reprendrait Taiwan avant 2049, année de son centenaire.

Un groupe de bombardiers lourds a récemment survolé Taiwan afin d'effectuer des « exercices de confrontation », comme l'explique **Le Monde** du 28 octobre 2025. Ce n'est malheureusement pas la première fois que Taiwan a affaire à de telles menaces de la part de la Chine.

La pugnacité de Xi-Jinping est sans limites.

Taiwan se prépare à l'éventualité d'une attaque chinoise. Mais elle serait très onéreuse et « pourrait dissuader Pékin de recourir à la force » croit savoir **L'Humanité** du 18 novembre 2024. Les menaces chinoises obligent Taiwan à se préparer à l'éventualité d'une attaque. En 2024 « Joe Biden avait appelé Pékin à cesser ses activités militaires déstabilisantes autour de Taiwan » (**Les Échos**, 18 novembre 2024).

Ainsi, Taiwan devrait pouvoir compter sur le soutien américain, mais depuis le retour

Montage GEOPOLITICUS



de Trump en janvier 2025, il n'y a aucune certitude. Aussi, Taiwan pense avoir trouvé un modèle de défense avec Israël. Le président taiwanais estime que le gouvernement israélien a raison quand

il affirme que « l'apaisement n'a jamais été le moyen de mettre fin aux gouvernements autoritaires » d'après **L'Express** du 29 octobre 2025. Ainsi, il a annoncé l'augmentation des budgets concernant la défense militaire. Le président a également pour projet de créer un « nouveau système de défense aérienne multicouche appelé « T-Dome » afin de se défendre », rapporte **L'Express**. Face à la pression chinoise et au soutien désormais incertain des États-Unis, Taiwan poursuit le renforcement de ses moyens de défense ■ **Bédain Paloma et Le Gal Clémentine**

Une protection US conditionnée

Washington réaffirme sa volonté de défendre Taiwan face aux appétits de Pékin. Mais l'avenir de l'île est aussi l'enjeu d'un deal trumpien.

« Permettez-moi d'être clair : toute tentative par la Chine d'envahir Taiwan aurait des conséquences dévastatrices pour la région indopacifique et pour le monde. Il n'y a aucune raison d'édulcorer les choses. La menace que pose la Chine est réelle. Elle pourrait être imminente. Nous espérons qu'elle ne l'est pas — mais elle pourrait certainement l'être » déclarait Pete Hegseth, Secrétaire américain à la défense, lors d'un discours virulent à Singapour le 31 mai dernier (**Le Grand Continent** du 5 juin 2025). Un discours ferme alors que Pékin intensifie sa pression sur Taiwan par des incursions aériennes et ne rejette pas l'idée de recourir à la force pour s'emparer de l'île. Aussi, l'US Navy est toujours en démonstration de force face à la Chine. Washington veut prévenir toute tentation d'un nouvel acte expansionniste de Pékin en mer de Chine. En 2019, le Pentagone avait déployé deux porte-avions nucléaires durant des exercices : « Ces manœuvres visent à réaffirmer l'engagement américain en matière de sécurité dans la région » annonçait le chercheur de Singapour Collin Koh dans **Le Figaro** du 9 juillet 2020.

Depuis dix ans, les États-Unis voient leur suprématie navale concurrencée par la puissance maritime chinoise : « C'est la première fois depuis la chute de l'Union soviétique qu'une grande puissance est en mesure de rivaliser avec l'US Navy et c'est ce qui est en train de se produire, la Chine est en train de construire une marine puissante » dit un ancien officier de L'US Navy dans **Le Figaro** du 29 mars 2021. Le 12 septembre dernier, « la Chine a annoncé que le dernier né de ses porte-avions, le Fujian, avait transité par le détroit de Taiwan » selon **RFI**. Cependant, la puissance navale chinoise a encore du chemin à parcourir pour atteindre la suprématie américaine (330 000 marins en service actif pour les États-Unis contre 250 000 pour la Chine). Le budget reste un obstacle pour le rayonnement de la puissance navale américaine. La marine américaine dissuade depuis plus de soixante-dix ans la Chine de réunifier Taiwan par la force mais les États-Unis ont de plus en plus de mal à s'opposer militairement à une opération chinoise contre Taiwan. Comme le dit l'amiral américain Philip Davidson au Sénat : « Taiwan est clairement l'une de leur ambition ». Xi Jinping avait inclus dans son programme « le rêve chinois » présenté en 2013, la volonté de reprendre Taiwan avant 2049, le centième anniversaire de la République Populaire de Chine.

Si Pékin espère infléchir la position de Washington sur Taiwan, Trump se montre confiant : « Je pense que tout va bien se passer avec la Chine » rapporte **Le Monde** du 23 octobre 2025. Taiwan prévoit d'augmenter son budget de défense à 3,3% de son PIB en 2026, puis à 5 % en 2030. Après sa tournée en Asie, le secrétaire à la Défense, Pete Hegseth confirme le « pivot stratégique » sur l'Asie opéré depuis Obama dans une continuité stratégique entre administration démocrate et républicaine. Il déclare aussi : « Nous redoublons d'efforts, et notre alliance à toute épreuve n'a jamais été aussi forte » dans **Le Monde** du 1^{er} avril 2025.

Mais l'inquiétude de Taiwan vient du fait que Trump suspend les aides militaires directes et lui propose, à la place, des ventes d'armes américaines. Or Taiwan n'a pas les moyens. Un deal semble se dessiner entre sécurité pour Taiwan et accès des États-Unis aux semi-conducteurs taïwanais. L'île produit, en effet, 60 % des puces mondiales. La protection militaire des États-Unis serait bel et bien un autre sujet de chantage. Le secrétaire américain au commerce, H. Lutnick, a été très clair à ce sujet et sa menace n'était même pas voilée. « Vous devez comprendre que c'est vital pour vous de nous donner 50 % de la production », a-t-il déclaré en s'adressant aux Taïwanais, insistant même encore une fois : « pour que nous puissions vous protéger, vous devez nous aider à atteindre une autosuffisance raisonnable ». Le parapluie américain contre les puces ? ■ **Salimatou Bah (PG09) et Alice Choureau (PG03)**

LIEUX DE CRISPATIONS GÉOPOLITIQUES

UE : se défendre sans les États-Unis ?

Depuis la réélection de Trump, l'Europe connaît un sentiment d'insécurité croissant face aux menaces russes. Le réarmement de l'Europe paraît urgent et s'accélère mais certaines contraintes ou divisions demeurent.

L'approche du danger rebat les cartes pour l'Europe. « *Le retour de la géopolitique brute lui impose de renouer avec un outil militaire qu'elle a délaissé, alors qu'il fut longtemps un vecteur de sa puissance* » rapporte **Le Figaro** du 27 octobre 2025. En effet, l'UE doit se réarmer au plus vite face aux potentielles attaques russes sur le continent, explique **Euronews** le 28 février 2025 : « *Un nouveau rapport conjoint du groupe de réflexion Bruegel et de l'Institut Kiel a mis en garde contre une nouvelle agression russe en Europe, citant les affirmations de l'OTAN selon lesquelles Moscou pourrait être prêt à attaquer dans les trois à dix ans* ». Selon une déclaration d'un très haut gradé de l'armée française au **Figaro** du 27 mars 2025 : « Il y a 100% de chances pour que Vladimir Poutine essaie de tester» un pays européen, là « où il sentira une faiblesse », en ajoutant : « se préparer, se tenir prêt au pire, être suffisamment crédible pour décourager l'adversaire de passer à l'acte ».

De plus, l'éloignement des États-Unis depuis un an impacte indirectement la puissance militaire de l'UE, selon **Euronews** : « *la récente détérioration des liens transatlantiques suscite des inquiétudes quant à un désengagement américain* ».

Pour cela, l'Europe tente de pallier ses problèmes en investissant en matière militaire : il lui faudrait « 1400 chars, 2000 véhicules, la création de 300 000 postes militaires ainsi que plus de 2000 drones par an pour égaler la production de la Russie » d'après le **rapport Bruegel-Kiel**. L'Europe cherche à ne plus être dépendante des États-Unis en produisant elle-même certains équipements.

Ainsi, en 2024, l'UE a investi un total de 343 milliards d'euros dans la défense. Mais, « bien que les pays de l'UE possèdent collectivement plus de chars de combat, de systèmes d'artillerie et de véhicules de combat d'infanterie » que la Russie, « leurs capacités sont fragmentées entre différents systèmes d'exploitation, ce qui les rend moins efficaces qu'elles ne pourraient l'être », résume **Euronews**, 4 septembre 2025.

Enfin, la Commission européenne déplore le fait que 78 % des achats d'armes depuis le début de la guerre en Ukraine ont été réalisés auprès de tiers (Royaume-Uni et États-Unis) et invite les États membres à « faire en sorte



Un dessin de Lena Morin (S12)

qu'au moins 50 % de leurs investissements en matière de défense soient réalisés au sein de l'UE d'ici à 2030, et 60 % d'ici à 2035 » selon le **Magazine Deftech** du 23 juin 2025. En réalité, les États membres restent profondément divisés. Certains veulent une UE autonome, d'autres veulent une UE économique et efficace. Actuellement, « les Européens tentent de bâtir les infrastructures capables d'un déploiement rapide et massif des troupes de l'OTAN vers le flanc Est » confie **Le Monde** du 17 novembre 2025. Routes, ponts, voies ferrées doivent être adaptés. Un travail d'harmonisation s'impose.

*Si les Européens veulent avancer ensemble, il convient de coopérer pour défendre l'UE : « Si l'Europe veut survivre, elle doit s'aimer », a rapporté **Le Monde** du 27 janvier 2025. L'Europe doit donc repenser sa défense à cause des nouvelles menaces et de l'incertitude sur le soutien des États-Unis. Même si les pays européens commencent à investir davantage et à travailler ensemble, l'UE n'est pas encore prête à se défendre seule. Dans les années à venir, l'Europe devra donc mieux coopérer et renforcer ses moyens militaires pour être plus autonome et mieux protégée. ■*

Rafael Bessiere PG01 et Elouan Sautret PG04

Kaliningrad et le corridor de Suwalki

L'enclave russe, coincée entre la Pologne et la Lituanie depuis 1945 est pour Moscou un territoire hautement stratégique et surarmé face aux Occidentaux de l'OTAN en mer Baltique.

Conquise par l'Armée rouge en 1945, l'ancienne Königsberg, qui fut la capitale du royaume de Prusse, puis territoire du IIIe Reich, garde un air résolument européen, avec ses

maisons, avec ses rues typiques et la mémoire du philosophe Emmanuel Kant, enterré au pied de la cathédrale. Un territoire de 15 000 km², à peine plus grand que l'Île-de-France, où vivent 1 million d'habitants, rappelle **Le Figaro** du 6 mars 2025. Depuis 1991, l'implosion de l'URSS et les indépendances baltes, le territoire est isolé du reste de la Russie et se retrouve enclavé

dans l'UE, entre Pologne et Lituanie, en territoire OTAN. Pour Moscou, « une enclave géostratégique majeure », surtout depuis l'invasion de l'Ukraine en 2022.

Aujourd'hui, elle est « constellée de systèmes de défense aérienne S-400 et de systèmes de missile balistique Iskander, lesquels peuvent même être utilisés avec une charge nucléaire. En un rien de temps, des missiles pourraient toucher des capitales de pays de l'OTAN, dont Berlin » précise **Courrier International** du 13 août 2025 qui se fait l'écho des craintes russes sur l'enclave. Chez les membres de l'OTAN, on craint

une attaque de la Russie contre le corridor de Suwalki, le point le plus étroit entre la Biélorussie, alliée de Moscou, et Kaliningrad. Il suffirait à la Russie de prendre le contrôle de cette bande de 65 kilomètres de longueur le long de la frontière lituano-polonaise pour créer un pont terrestre vers son enclave et séparer les pays Baltes des pays de l'OTAN situés plus à l'ouest. Aujourd'hui, des troupes de toute l'OTAN viennent appuyer les pays baltes et la Pologne, face à Kaliningrad.

Pour les voisins, en Lituanie, la Russie est au bout du jardin. Derrière la rivière Liepona, frontière traditionnelle entre cette partie de la Lituanie et l'enclave russe de Kaliningrad, les familles qui y vivent connaissent bien la Russie, à force d'entendre résonner les rafales des mitrailleuses, les explosions, des bombes, les bangs des avions à réaction qui font la signature des troupes de Vladimir Poutine. La peur habite les foyers : « *J'entends comment les Russes tirent. Ça me fait très peur* » confie un habitant dans **Le Monde** du 13 mai 2025.

Kaliningrad, enclave russe entre la Pologne et la Lituanie, est un bastion stratégique sous haute tension depuis l'invasion de l'Ukraine. Ancien territoire allemand, il est devenu un avant-poste militaire pour Moscou, ciblé par les sanctions européennes. ■

Salimatou Bah (PG09), Alice Choureau (PG03)

Allégories nucléaires de l'Automne



Marianne et Europa papotent « Parapluies et Champignons »

Montage GEOPOLITICUS

DES LIEUX DE CRISPATIONS GÉOPOLITIQUES

Canal de Panama



Vers un nouvel élargissement ?

Montage GEOPOLITICUS

Un passage stratégique sous tension

Au cœur du commerce mondial, le canal de Panama est redevenu un enjeu de pouvoir. Convoité par les États-Unis et marqué par la montée en puissance de la Chine, il place le Panama au centre des rivalités internationales.

Le canal de Panama est l'un des points de passage maritimes les plus stratégiques au monde. Il permet de relier l'océan Atlantique à l'océan Pacifique et voit transiter près de 6 % du commerce mondial. Longtemps sous contrôle américain, il est officiellement géré par le Panama depuis 1999. Pourtant, Donald Trump remet aujourd'hui en cause cette situation, ravivant les tensions autour de cet axe clé.

Le président américain estime que les États-Unis auraient perdu de leur influence sur le canal, notamment à cause de la présence croissante de la Chine. Selon lui, Washington devrait retrouver un droit de regard, voire reprendre le contrôle de cette infrastructure stratégique. « Nous ne le laisserons jamais tomber entre de mauvaises mains » martelait Trump dans *Le Figaro* du 22 décembre 2024. Le Panama a immédiatement réagi. Son gouvernement a rappelé que « le canal appartient aux Panaméens et restera sous leur contrôle » selon *L'AFP* le 22 décembre 2024, rejetant toute menace extérieure.

La Chine, quant à elle, s'est fortement implantée dans le pays ces dernières années. « La Chine finance à tout va les infrastructures portuaires du continent » précise *L'Express* du 23 octobre 2025.

Le Panama a été le premier État d'Amérique latine à établir des relations diplomatiques avec Pékin en 2017. Cette présence repose aussi sur une communauté chinoise ancienne et bien intégrée. Comme le rappelle l'historienne Berta Alicia Chen dans *Les Échos* du 3 avril 2025, « près de 10 % des Panaméens ont un ancêtre chinois ». Pékin s'appuie sur ces liens pour développer des projets d'infrastructures, notamment autour des ports.

C'est précisément cette influence qui inquiète Washington. Deux ports stratégiques aux entrées du canal étaient exploités par la société hongkongaise CK Hutchison déjà « propriétaire de sept ports dans la région » selon *L'Express*. Sous pression américaine, le Panama a décidé de réduire la présence chinoise, allant jusqu'à annoncer la vente de

certaines concessions à l'américain BlackRock. Pour Evan Ellis, spécialiste des relations interaméricaines, « le contexte a complètement changé » et les États-Unis craignent désormais « une fermeture du canal par les Chinois » en cas de conflit majeur. Plusieurs groupes chinois se sont montrés intéressés par l'appel d'offre pour construire deux nouveaux ports sur le canal de Panama d'ici à 2035, « Nous devons être ouverts à la participation de toutes les parties intéressées » a annoncé Ricaurte Vasquez, en assurant que tous les candidats seront traités sur un pied d'égalité (*AFP*, 25 novembre 2025).

Ainsi, le canal de Panama est devenu bien plus qu'un simple axe commercial. Il est désormais un symbole de la rivalité sino-américaine. Entre affirmation de souveraineté nationale et pressions des grandes puissances, le Panama tente de préserver son indépendance dans un contexte international de plus en plus tendu ■ Paul Julia et Léandre Costa.

Chançay, mégaport chinois dans le pré carré états-unien

La construction d'un mégaport chinois au nord du Pérou, illustre le renforcement de l'influence géopolitique et économique de la Chine en Amérique du sud. De quoi irriter Washington !

Pékin veut faire du nouveau port de Chançay un des premiers ports d'Amérique latine. Simple port de pêche il y a encore six ans, le site a séduit l'armateur chinois Cosco, grâce à ses 18 mètres de profondeur qui permettront d'accueillir les plus gros cargos, transportant jusqu'à 18 000 conteneurs à la fois, rapportait *Le Monde* du 15 novembre 2024. Ce port est financé et exploité par Cosco, un investissement estimé à 3,5 milliards de dollars. Le port de Chançay s'inscrit dans la stratégie des « nouvelles routes de la soie » dont l'objectif est de développer les échanges commerciaux de la Chine à l'échelle mondiale. En juin 2024, un extrait de *Neue Zürcher Zeitung* nous apprend que ce port « pourrait réduire le temps de transport entre l'Asie et l'Amérique latine à environ vingt jours, contre plus d'un mois actuellement ». Ce projet permettra à la Chine de renforcer son contrôle sur les routes maritimes entre l'Asie et l'Amérique du sud.

Selon un chercheur, « quand on contrôle les infrastructures, on contrôle aussi les échanges ». Mario De Las Casas, directeur local de Cosco, affirme que sa compagnie « détient déjà près de 45 % du commerce maritime entre la Chine et l'Amérique du Sud ». Chançay pourrait donc devenir une place majeure pour l'exportation de matières premières vers la Chine (cuivre, lithium, minéraux, produits agricoles et ressources aquatiques).

Cependant, ce projet suscite de nombreuses critiques au Pérou. L'accord signé entre l'État et Cosco accorde à l'entreprise chinoise un monopole sur l'exploitation du port, ce qui a provoqué une vive polémique. Pour *Courrier international* du 30 octobre 2024, « ce type de partenariat est souvent présenté comme bénéfique pour tous, mais il peut créer une dépendance économique à long terme pour les pays concernés ». En mai 2024, *Le Figaro* révèle un autre problème : « Les travaux se déroulent 24h/24 et ont nécessité des dynamitages qui ont provoqué des effondrements de terrain et des fissures dans de nombreuses habitations ».

Accrochage sur la Panaméricaine



À l'international, le port de Chançay inquiète les États-Unis qui craignent que la Chine utilise ces infrastructures à des fins stratégiques et militaires. La générale américaine Laura Richardson a rappelé que « les ports contrôlés par la Chine peuvent avoir un usage à la fois commercial et stratégique ». Ce projet symbolise la montée en puissance de la Chine en Amérique du sud. Chançay apparaît comme un affaiblissement de l'hégémonie américaine mondiale et une intrusion dans le « pré carré sud américain » des États-Unis. ■

Ylann Morineau-Geschwind Jules Gazats

Du Riffifi à Panamà



Doctrine Monroe Revival : Pas touche à l'Amérique !

Don Trump, ce conquistador US

Les nombreuses interventions des États-Unis au Venezuela ont toutes un point commun, celui de faire tomber le régime de Nicolas Maduro afin de détenir les sites pétroliers vénézuéliens. Pour cela, Trump renoue avec la doctrine Monroe, un instrument de l'impérialisme états-unien.

Depuis sa réélection en 2024, Donald Trump mène une nouvelle conquête de l'Amérique latine sous diverses formes. En ressortant la fameuse doctrine Monroe de 1823 qui condamnait toute intervention d'une puissance étrangère dans les affaires de l'Amérique, il impose un nouveau Big Stick face au Venezuela. Le Big Stick (gros bâton), c'est l'intervention de la puissance armée des États-Unis. « Face au Venezuela, Trump renoue avec l'impérialisme guerrier » selon **Libération** du 22 octobre 2025.

Cela lui permet de faire pression afin d'avoir un contrôle permanent sur ce régime. Trump légitime son action par le combat contre le trafic de drogue, comme le rapporte **L'Humanité** du 21 octobre 2025 : « Donald Trump veut faire tomber Nicolas Maduro en se servant de la question du narcotrafic ». Il a placé une surveillance permanente au sein de la mer des Caraïbes : « le porte-avions USS Gerald Ford, sept navires de guerre dans les Caraïbes et

un dans le golfe du Mexique, un sous-marin nucléaire, 17000 soldats et des forces d'élite ». Avec cet arsenal disproportionné, il a ordonné pas moins de sept attaques d'embarcations et fait trente-deux morts.

Des infiltrations directes de la CIA sur le territoire du Venezuela ont même été menées. Cette préparation d'invasion va à l'encontre des positions du candidat Trump pendant sa campagne électorale de 2024 : **Le Figaro** du 27 octobre 2025 rappelle que « Trump l'avait lancée [...] en critiquant l'aventurisme militaire de ses prédécesseurs. »

En cherchant à affaiblir Maduro, Trump essaie d' isoler le territoire vénézuélien du reste du continent latino-américain. Pour cela, il avait mis en jeu une généreuse récompense pour celui qui permettrait l'arrestation du président vénézuélien raconte **L'Humanité** du 21 octobre 2025 : « À l'époque, Washington a promis une récompense de 15 millions de dollars pour l'arrestation du président vénézuélien », une idée à l'américaine tout droit sortie d'un western. Cette « crazy war » n'a qu'un seul but pour Trump : « acquérir les sites pétroliers du Venezuela » d'après **Le Monde**, 30 octobre 2025 ■

Louanna Mie et Noémie Brémand

Trump écarté, Machado primée, Nobel contesté

En compétition avec Donald Trump, Maria Corina Machado a remporté le prestigieux prix Prix Nobel de la paix 2025. Célèbre opposante au président vénézuélien Nicolas Maduro, elle vit cachée dans son pays. Ses positions politiques sont contestées aujourd'hui.



“L'obsession de Donald Trump pour le prix Nobel de la paix, née durant son premier mandat, n'a fait que croître depuis son retour” il y a un an, déclare **La Croix** du 10 octobre 2025. En effet, le président des États-Unis a mené une campagne insistante pour l'obtention de ce prix. “Trump est unique dans l'histoire du prix, car il mène lui-même une campagne ouverte et agressive pour sa propre candidature” nous explique **Le Monde** du 9 octobre 2025. Donald Trump revendique sa participation pour avoir “sauvé des millions de vies en mettant fin à sept guerres” toujours selon **Le Monde**. **La Croix** nous informe même que le président a déclaré que “son rôle de médiateur dans la première phase de cessez-le-feu à Gaza été la huitième guerre à laquelle il avait mis fin”. Mais les réactions face à cette candidature sont mitigées. Trump a reçu un soutien de la part de certains dirigeants, par exemple celui de Benjamin Nétanyahou, le premier ministre israélien. Mais certains Américains interrogés par **Aujourd'hui en France** ne sont pas emballés par cette nomination : “Il veut tellement recevoir des honneurs que ça en devient pathétique”. Les experts, quant à eux, ont un avis tranché. “Le président américain exagère son rôle, quand il ne l'invente pas tout à fait” déclare un expert de **La Croix**. Toujours d'après cet expert, “son mantra “L'Amérique d'abord” était contraire aux idéaux [...] contenus dans le testament d'Alfred Nobel”.

Mais, le 10 octobre dernier, le verdict est tombé. La grande gagnante du Prix Nobel de la Paix est Maria Machado, une Vénézuélienne opposante à l'actuel président. Ingénierie et mère de trois enfants, elle est entrée en politique il y a plus de vingt ans. Actuelle “cheffe de file de l'opposition vénézuélienne” d'après **Sud Ouest** du 11 octobre 2025, elle fait partie des plus grandes opposantes du président d'extrême gauche Nicolas Maduro. **Aujourd'hui en France** du 11 octobre nous explique que “les opinions politiques de Machado paraissent difficiles à classer d'un point de vue français [...] anticomuniste, catholique sans avoir une foi prépondérante, libérale économiquement mais pas conservatrice socialement”. Mais ses prises de positions radicales comme son silence face aux navires de guerre américains au large du Venezuela, son soutien à des manifestations violentes qui se soldent par de nombreux morts et sa proximité avec le président Trump donnent une idée de son orientation politique, loin de la gauche. **Le Monde** nous rappelle qu'elle a participé à des forums régionaux d'extrême droite, fait l'éloge de l'ultralibéral argentin Javier Milei et a été félicitée par le parti espagnol d'extrême droite Vox.

Pourtant, Machado a obtenu ce prestigieux prix “pour son travail inlassable pour parvenir à une transition juste et pacifique de la dictature à la démocratie” nous informe **Sud Ouest**. Vivant dans la clandestinité depuis juillet 2024, et “malgré les graves menaces qui pèsent sur sa vie, elle est restée dans le pays, une décision qui a inspiré des millions de personnes.” précise le communiqué du comité Nobel norvégien dans **Le Monde** du 13 octobre.

La lauréate a dédié son prix “au peuple du Venezuela qui souffre et au président Trump pour son soutien décisif” nous rapporte **Le Monde**. Du côté du président des États-Unis, pas de réponse. D'après **Aujourd'hui en France**, “Trump n'a pas partagé son sentiment au public, comme il le fait habituellement”. Mais le directeur de communication de la Maison Blanche a déclaré dans **Libération** du 11 octobre 2025, “la politique est passée avant la paix” “Le Président Trump continuera à conclure des accords de paix, à mettre fin aux guerres et à sauver des vies”. Du coté international, cette décision a été applaudie par de nombreux chefs d'État ■

Agate Rolland (PG09) & Juliette Filaquier (PG08)

DERNIÈRE MINUTE : Au moment où nous achevons le journal, nous apprenons la capture du Président vénézuélien Maduro lors d'une intervention armée étatsunienne le 3 janvier 2025.



Un dessin de Maëva Bachelier (TG04)

Doctrine Monroe Revival : Pas touche à l'Amérique !

Trump a déterré la vieille doctrine Monroe

Alors que la Chine étend ses réseaux en Amérique latine, Washington réactive la vieille doctrine Monroe, cherchant à reprendre la main sur un continent devenu terrain d'affrontement entre grandes puissances.

Qu'est-ce que la doctrine Monroe ?

Proclamée en 1823 par le président américain James Monroe, elle établit que toute intervention d'une puissance européenne

dans les affaires du continent américain serait considérée comme une menace pour les États-Unis.

Depuis quelques années, la diplomatie américaine semble renouer avec ce réflexe historique : empêcher toute puissance extra-continentale de s'implanter dans son « arrière-cour ».

Sous l'administration Trump, cette logique a été assumée avec une vigueur nouvelle. La crise vénézuélienne a offert à Washington l'occasion de reprendre une influence directe dans la région. Le régime de Nicolás Maduro est devenu la cible numéro un des États-Unis, qui cherchent à l'affaiblir par des sanctions et des pressions multiples. Comme le précise **Courrier International** du 27 octobre 2025 « les manœuvres militaires dans la région sont là pour faire peur ».

En outre, pour les stratégies américains, la présence de la Chine au Venezuela constitue un défi frontal à leur hégémonie. **La Libre Belgique** du 30 octobre 2025 évoque « l'administration la plus anti-chinoise de l'histoire ». La défense des intérêts américains passe, selon eux, par le retour assumé à une diplomatie musclée.

Pékin a multiplié les investissements en Amérique latine : ports, énergies, infrastructures. Cette expansion inquiète Washington, qui craint d'être progressivement évincé de secteurs stratégiques. Selon plusieurs analystes, la Chine cherche à accéder à des ressources, mais aussi à étendre son influence géopolitique. Cette avancée est perçue comme une remise en cause directe de l'ordre établi sur le continent.

Un autre pays se trouve également en « zone rouge » : Panama.



Son canal est au cœur des tensions. Nœud essentiel du commerce maritime mondial, il est redevenu un champ de bataille symbolique entre Pékin et Washington. L'administration Trump a mis la pression sur le Panama afin d'empêcher qu'une entreprise hongkongaise, proche de Pékin, ne prenne le contrôle d'infrastructures clés autour du canal. Comme l'explique **L'Humanité** du 21 octobre 2025, « les Américains craignent que, du jour au lendemain, Pékin ait les moyens de bloquer le canal de Panama ». Une perspective impensable pour Washington, déterminé à empêcher toute dépendance potentielle vis-à-vis de la Chine. L'Amérique latine étant redevenue un continent stratégique, les États-Unis adoptent une stratégie plus interventionniste. Sanctions, diplomatie coercitive, pressions politiques : autant d'outils qui illustrent ce retour d'un vieux paradigme, la fameuse doctrine Monroe. L'un des chercheurs interrogés dans **L'Humanité** du 21 octobre 2025 résume la logique actuelle d'une formule éclairante : « Les États-Unis considèrent l'Amérique latine comme leur arrière-cour et veulent reprendre le contrôle du continent. » Ainsi, de Caracas à Panama, en passant par les capitales d'Amérique du Sud, Washington remet en scène la doctrine Monroe, adaptée aux défis géopolitiques du XXI^e siècle. ■

Safa Joucence et Ehlia Mithra (PG06)

Dessin : Archive Emma Galy

America First à l'abri du Golden Dome ?

Face aux missiles russes, Donald Trump ressort un vieux projet de la guerre froide : un bouclier antimissile au-dessus du territoire des États-Unis.

Les États-Unis et la Russie se rejouent la guerre froide. Tandis que Vladimir Poutine ne cesse d'annoncer de nouveaux missiles tous plus « révolutionnaires » les uns que les autres (hypersoniques, à propulsion nucléaire), Donald Trump a annoncé le projet Golden Dome, censé protéger le territoire américain contre toute attaque balistique

car, selon lui, « c'est un monde moyenâgeux au-dehors ». Derrière cette annonce, les experts soulignent surtout une dimension politique et psychologique, bien plus qu'un réel bouleversement militaire. C'est lors d'une conférence de presse dans le Bureau ovale évoquée par **Les Échos** du 22 mai 2025 que Trump en a fait l'annonce. « Nous allons vraiment finir le travail commencé par le président Reagan il y a quarante ans, et mettre fin, pour toujours, à la menace des missiles sur la patrie américaine », a clamé le président. Il faisait référence à l'initiative de défense stratégique de son prédécesseur républicain, passée dans l'histoire sous l'appellation de « Guerre des étoiles ».

Ce sera une version modernisée du projet de Reagan. Le Golden Dome ambitionne d'intercepter les missiles balistiques, y compris depuis l'espace. « Son coût total sera de 175 milliards de dollars dans [...] un budget de la Défense dopé à plus de 1.000 milliards de dollars sur un an ». Donald Trump a annoncé que le Canada avait demandé à participer « Ils veulent être protégés aussi. Comme d'habitude, nous aidons le Canada », a-t-il déclaré dans **Les Échos**, avant d'ajouter « mais ils paieront leur juste part »

Le Pentagone reconnaît que le système « ne sera pas opérationnel avant la fin de 2028, et seulement pour des démonstrations » (**Le Spectacle du Monde**) et ne pourra pas « abattre des missiles avec des armes basées dans l'espace ».

De plus, son efficacité reste très incertaine : « pour être sûr d'arrêter dix missiles nord-coréens » rapporte **L'Express** du 28 mai 2025, « il faudrait plus de 10000 satellites-intercepteurs en orbite ». Le Golden Dome «risque de devenir une « golden passoire », incapable d'arrêter toutes les menaces tout en incitant les adversaires à développer davantage de missiles. C'est précisément ce que fait Vladimir Poutine ■

Abella Vitillo et Nora Hubault



Un golden dome ? why not !



Le silence est d'or aussi

Ursula von der Leyen, Volodymyr Zelensky, Emmanuel Macron, Xi Jinping et Melania Trump soutiennent indirectement le projet.

Antoine se dirige vers le journalisme et la sociologie



"J'ai passé mon bac en 2024. J'avais choisi HGGSP et ne l'ai pas regretté. Pour celles et ceux qui ne liraient pas l'article jusqu'au bout, voici mon top 3 des erreurs

à ne pas reproduire : ne pas faire de stage la première année, négliger son cadre extra-scolaire et faire une licence de géographie.

Je m'explique. Je pensais faire du journalisme au départ. J'ai donc fait une première année à l'université de La Rochelle en double licence en histoire et géographie. La géographie s'est avérée être bien moins proche de ce qu'on pouvait faire en HGGSP, ce n'est pas réellement une science humaine, c'est aussi de la climatologie, de la géologie, etc. Cette année, je continue ma licence d'histoire mais je me suis réorienté dans une licence de sociologie, qui me rapproche bien plus du côté sciences humaines qui me plaisaient en HGGSP, à l'université de Rennes 2, qui par ailleurs est une université avec une très bonne ambiance si jamais vous ne savez pas dans quelle ville partir.

On nous forme généralement à comprendre l'importance de bien choisir ses études mais on oublie trop souvent le cadre que cela nous offre. Par exemple, l'université laisse beaucoup de temps libre à côté des cours, c'est fait pour qu'on puisse enrichir notre parcours avec de l'engagement associatif, syndical et politique, ou avec des stages. Je pense qu'il est tout aussi important de prendre en compte le rythme de vie que l'on a durant les études que le contenu des études elles-mêmes. Pour ma part, je suis plutôt engagé associativement et politiquement et ça me prend du temps. Maintenant, je pense toujours au journalisme mais le monde de la recherche m'intéresse aussi, j'ai donc plusieurs masters et doctorats en tête. Dans les masters que je vise, les stages sont très importants, c'est une bonne chose à savoir dès la première année, de nombreux étudiant.e.s plus âgé.e.s avec qui j'ai parlé se sont fait avoir à cause de ça. Pour finir, mes 3 erreurs correspondent à mon parcours et à mes goûts, ce n'est pas universel mais ce sont des conseils qui peuvent servir (donc oui, même la géographie doit bien pouvoir plaire à des gens, j'imagine...)" ■

Antoine Moreau



Actuellement en deuxième année d'études de droit franco-allemand, je suis inscrite dans un parcours assez particulier: une licence en trois ans où la deuxième année se déroule intégralement en Allemagne. C'est une expérience exigeante mais passionnante, qui me permet de pratiquer le droit dans deux langues et de découvrir deux manières différentes de penser la justice.

Au lycée, j'avais choisi la spécialité HGGSP, en première puis en terminale. Je ne pensais pas que cette spécialité aurait autant d'impact sur ma manière d'étudier, et pourtant...

Elle m'a énormément aidée : suivre l'actualité, comprendre les enjeux géopolitiques, faire des liens constants entre histoire, politique, événements contemporains, tout cela m'a donné des réflexes précieux. Même aujourd'hui, en cours de droit, je me surprends souvent à revenir à des notions vues en HGGSP pour mieux analyser une décision juridique ou comprendre un enjeu institutionnel. Mon arrivée dans le parcours franco-allemand de la fac de Tours n'a pas été un choix évident au début, mais aujourd'hui je vois à quel point il me correspond. Étudier un système juridique étranger, lire des arrêts allemands, apprendre de nouveaux concepts : tout cela m'a poussée à sortir de ma zone de confort. La deuxième année en Allemagne rend l'expérience encore plus riche, humainement et académiquement. Cette formation m'a également ouvert l'esprit sur la diversité des débouchés possibles : droit européen, droit public, carrières juridiques internationales, voire des domaines plus spécialisés comme le droit environnemental ou le droit des réfugiés. En fin de compte, le cours d'HGGSP s'avère utile et pertinent, quel que soit l'orientation vers laquelle vous allez vous diriger, car il offre des compétences et des connaissances transversales très précieuses ■

Agathe Roulet

Iness vise l'Afrique et le Moyen-Orient



Comme je voulais étudier les sciences humaines sans me spécialiser tout de suite et que j'étais très intéressée par les études sur les Suds, j'ai décidé de candidater aux Instituts d'Etudes Politiques et j'ai

opté en juin dernier pour le bachelor de Sciences Po Paris avec la mineure Afrique sur le campus de Reims. Pour moi, ce bachelor était l'opportunité de découvrir dès la 1ère année les études africaines tout en étudiant à la fois l'histoire, la sociologie, l'économie, la sciences politique et le droit public. L'organisation de Sciences Po permet d'avoir des cours magistraux mais aussi beaucoup de « conférences de méthode » en petit groupes, pour un volume horaire plutôt raisonnable par semaine, ce qui demande beaucoup de travail en autonomie. La spécialisation géographique ajoute des enseignements axés sur l'histoire de l'Afrique et des cours magistraux qui offrent une ouverture sur le continent africain. Avec des professeurs spécialistes dans leur domaine et la venue régulière de personnalités politiques du continent,

la mineure Afrique jouit d'un vrai foisonnement intellectuel plus qu'appréciable ! Je prends aussi des cours d'arabe qui me passionnent, et j'envisage de travailler plus tard dans un environnement arabophone. Ici, les associations étudiantes rythment la vie étudiante et permettent de profiter de nombreuses activités passionnantes. Je poursuis ainsi mon engagement politique en m'investissant dans l'association queer pour y organiser des conférences et des manifestations, et je découvre le yoga. Alors que le premier semestre est dense et plutôt théorique, le second semestre devrait me permettre d'approfondir davantage les enjeux liés à l'Afrique mais aussi de découvrir d'autres types d'enseignements, comme des initiations à la recherche, des ateliers artistiques et des séminaires sur des thèmes aussi variés que le cinéma africain, les politiques urbaines ou la sociologie de l'environnement. Les attentes sont exigeantes et les premiers mois ont parfois été déstabilisants mais mon expérience étudiante répond pour l'instant à mes attentes en conciliant exploration intellectuelle, engagements et rencontres enrichissantes. ■

Iness Malki

Timothé est technicien hospitalier



À la sortie du baccalauréat, j'ai été accepté dans une Licence d'Histoire à La Rochelle. Alors sans grande idée de ce que je voulais devenir, j'ai effectué ma première année entre révisions et découverte de la vie étudiante. Le quotidien alternait entre cours divers (Histoire Contemporaine, Moderne, Antique...) et sorties à divers événements organisés par l'Université. Cependant à la fin de ma première année et quelques résultats peu brillants, j'ai complètement réorganisé mon orientation. J'ai tout quitté à La Rochelle pour venir m'installer à Lyon. [...] Il m'a fallu organiser ma nouvelle vie, je suis donc devenu technicien médico-respiratoire. Mon métier consiste à suivre et accompagner des personnes de tout âge autour de l'apnée du sommeil, qui touche 3 millions de personnes en France, ainsi qu'au travers d'équipements apportant de l'oxygène pur à ceux qui se trouvent dans le besoin. Ce métier m'invite sur les routes de Lyon, du Beaujolais, de l'Ain et de l'Isère à sillonnaux de particulier à particulier sans oublier les EPHAD et les hôpitaux qui ont besoin de nous 24/24.

Le parcours d'HGGSP a, malgré les apparences, eu son rôle à jouer. En effet la rigueur d'écriture et de travail ont fait sens et ont permis de faciliter mes échanges avec le personnel médical. Peu importe vos choix, vos études ont toujours un sens quelque part. Faites ce qui vous rend heureux ! ■

Timothé Angier

Tom en Sciences politiques à Niort



Tout a commencé avec le choix de la spécialité HGGSP en Seconde. J'en ai découvert les aspects fascinants en Première : actualités, relations internationales, institutions de notre République et de l'UE. Alors que je pensais initialement m'orienter vers des études d'histoire pour devenir professeur, je suis aujourd'hui en licence de Science Politique à Niort. Cette spécialité a profondément bouleversé mon parcours, pour le meilleur. Aujourd'hui, je suis donc en première année de science politique, en licence, car j'ai décidé de ne pas intégré les instituts « Sciences Po ». Ce choix est le fruit de plusieurs facteurs : d'abord économique, mais aussi en raison de la dégradation de leur réputation. De plus, je trouvais que ces instituts étaient trop politisés, alors que la science politique, par essence, se veut neutre. Bien sûr, cela n'est que mon avis et il n'engage que moi. J'ai alors opté pour une université privée sous contrat qui propose des intervenants très compétents issus de Sciences Po

ou de grandes universités parisiennes. Le niveau des intervenants n'a rien à envier à celui des Sciences Po. Le seul inconvénient de cette université est le manque d'associations à mon goût, ce qui s'explique, entre autre, par sa jeunesse (5 ans seulement). Cependant, elle organise de nombreuses conférences sur la science politique avec des personnalités publiques et des experts reconnus. La ville de Niort, en termes de population et d'activités, est comparable à La Rochelle (à l'exception de l'océan), ce qui permet de ne pas se sentir perdu. Pour conclure, je vous encourage à ne jamais vous fermer de portes, à essayer de nouvelles choses et à parfois oser, car qui ne tente rien n'a rien. Ne regrettiez rien, car vous apprendrez toujours quelque chose. Faites des stages, participez à des portes ouvertes et à des immersions pour vous faire une première idée, et n'hésitez pas à demander conseil à d'anciens élèves qui ont suivi la voie qui vous intéresse. Choisissez votre propre chemin, et non celui que les autres veulent que vous empruntriez, car c'est votre avenir, pas le leur. L'école est un lieu de tous les possibles, alors donnez tout ce que vous avez, battez-vous et faites de votre ambition ou de votre rêve une réalité !

■ Tom Boirivant (promotion 2025)

Angèle en Géopolitique entre États-Unis et Espagne.



Je m'appelle Angèle Marchay, j'ai 20 ans et durant mes années de lycée à Valin, j'ai choisi l'option HGGSP. Cette spécialité m'a permis d'apprendre énormément sur l'actualité internationale et d'enrichir ma culture générale. Mes professeurs ont réussi à me transmettre cet intérêt pour une matière si riche et captivante.

Mon parcours est peu commun puisqu'après l'obtention du baccalauréat en 2023, j'ai décidé de prendre une année de césure et partir un an aux États-Unis; c'était un projet que j'avais en tête depuis plusieurs années. J'ai atterri dans l'État du Tennessee, dans une famille d'accueil, pour effectuer une deuxième année de terminale dans un lycée américain. Ce fut une expérience extrêmement enrichissante, autant d'un point de vue personnel qu'académique, ayant pu choisir des matières aussi originales que variées.

A mon retour, j'ai poursuivi par une licence LEA (Langues Etrangères Appliquées) à l'Université de La Rochelle. En plus d'apprendre l'anglais, l'espagnol et le portugais, langues essentielles dans notre monde contemporain; ce cursus me permet de continuer d'étudier en français la science politique ainsi que les relations internationales et en anglais les « dynamiques régionales dans la région du Pacifique ».

Actuellement en deuxième année, je vais effectuer mon deuxième semestre en Espagne, étudiante Erasmus à Cadix. J'y suivrai notamment un cours de géopolitique en espagnol nommé « monde actuel ». Concernant ma carrière professionnelle, même si je n'ai pas encore d'idée précise de métier, je sais que je souhaite poursuivre dans le domaine des langues étrangères, des relations internationales et de la géopolitique mondiale ■

Angèle Marchay



Illustrations DLC



Tous les dessins qui n'ont pas trouvé leur place dans les articles, tous les dessins en Date Limite de Communication en raison de l'actualité qui file, tous les Dessins en Limite de Censure, et nos projets non aboutis...

L'Amérique est sauvée



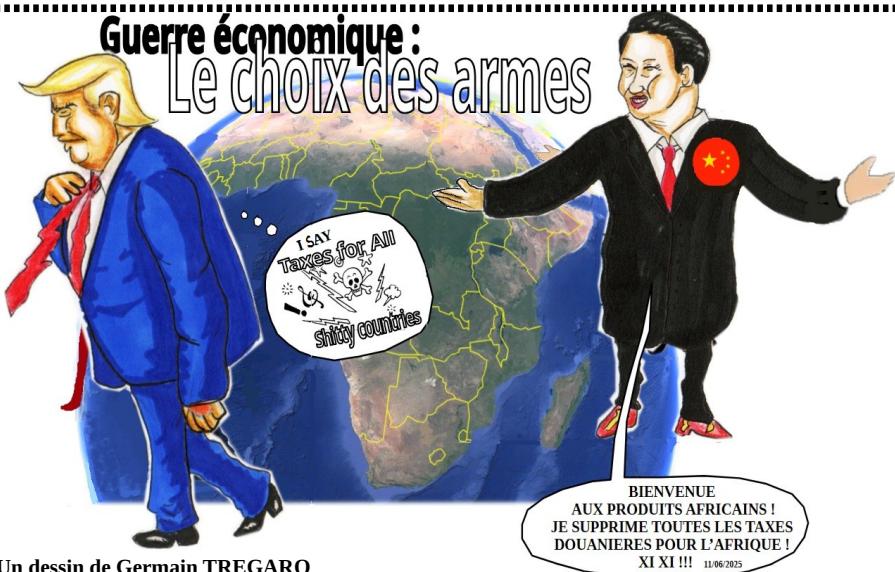
*21 septembre 2025, Phoenix

COOL! WOUH ! YEEES!

Illustrations DLC

oops WTF?! NOOO!

Tous les dessins qui n'ont pas trouvé leur place dans les articles, tous les dessins en Date Limite de Communication en raison de l'actualité qui file, tous les Dessins en Limite de Censure, et nos projets non aboutis...



What a wonderful world



Transplantation d'organes et rêve d'immortalité :
Des plans d'avenir pour les futurs jeunes 2.0



22 juillet 2025
Les Etats-Unis se retirent
à nouveau de l'Unesco



Elon et Donald à nouveau sur vos écrans :
L'AMOUR OUF 2



Les histoires d'amour finissent mal...en général

Toques-Toques



COOL! WOUW! YEEES!

Illustrations DLC

OOPS! WTF?! NOOOO!

Tous les dessins qui n'ont pas trouvé leur place dans les articles, tous les dessins en Date Limite de Communication en raison de l'actualité qui file, tous les Dessins en Limite de Censure, et nos projets non aboutis...

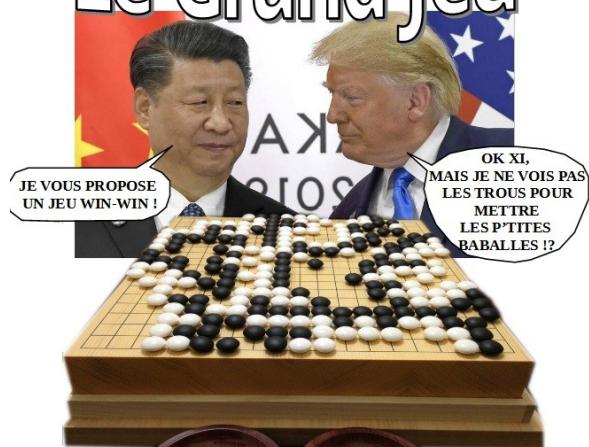
15 août 2025



On s'amuse bien
à Anchorage !

Montage GEOPOLITICUS

Le Grand Jeu



Le gogo et le joueur de go

Montage GEOPOLITICUS

LA GÉOPOLITIQUE : UN GRAND JEU ?

Taxes : le retour à la diplomatie du ping pong ?



Montage GEOPOLITICUS



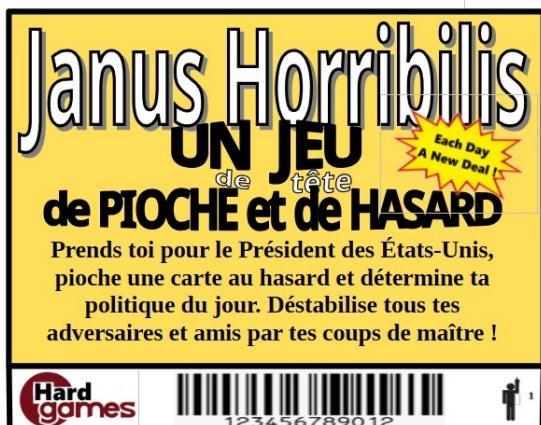
Montage GEOPOLITICUS

COOL! WOAH! YEEES!

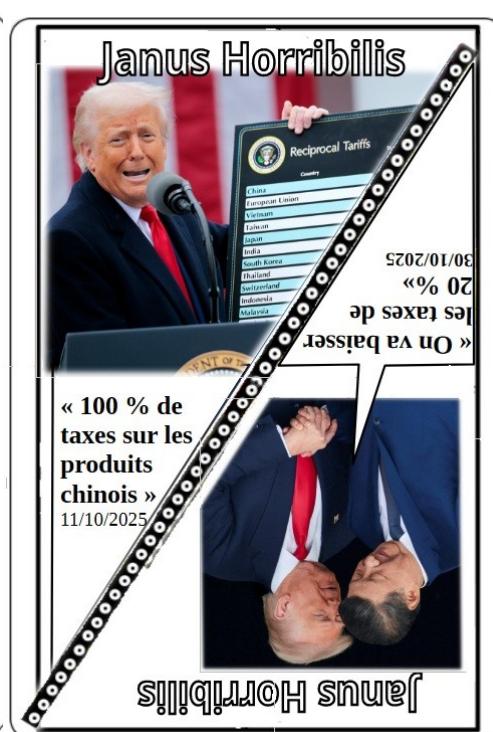
Illustrations DLC

oops! wtf?! nooo!

Tous les dessins qui n'ont pas trouvé leur place dans les articles, tous les dessins en Date Limite de Communication en raison de l'actualité qui file, tous les Dessins en Limite de Censure, et nos projets non aboutis...



Montage GEOPOLITICUS



1945-2025 Les trois Grands Commémorent Yalta



Montage GEOPOLITICUS

PUBLICITÉ
1^{er} Album de
La Valise Diplomatique
en Cartoons
Au CDI

